

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle du
Conseil d'administration**

Rome, 27 - 30 mai 1996

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR EXECUTIF: 1995

**Point 4 de l'ordre
du jour**

F

**Distribution: GENERALE
WFP/EB.A/96/4
10 mai 1996**

ORIGINAL: ANGLAIS

**POUR QUE NUL N'HÉRITE PLUS DE
LA FAIM**

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

Rapport annuel du Directeur exécutif: 1995

Pour que nul n'hérite plus de la faim



Note d'information à l'intention du Conseil d'administration

Le présent document est soumis pour information au Conseil d'administration.

Conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire sur les méthodes de travail, les documents établis par le Secrétariat à l'intention du Conseil ont été rédigés dans un souci de concision et axés sur la prise de décisions. Les réunions du Conseil d'administration doivent prendre un tour pragmatique et favoriser le dialogue et les échanges entre les délégations et le Secrétariat. Celui-ci poursuivra les efforts déployés pour faciliter la mise en oeuvre de ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui souhaitent poser des questions d'ordre technique sur ce document à contacter directement les fonctionnaires mentionnés ci-après, de préférence quelque temps avant la session du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en session plénière.

Les fonctionnaires du PAM qui traitent ce document sont les suivants:

Chef, Service des affaires D. Spearman tel.: 5228-2601
de politique générale:

Chargé de l'analyse des W. Herbinger tel.: 5228-2621
politiques:

Pour toute question concernant la distribution des documents présentés au Conseil d'administration, veuillez contacter l'employé chargé de la documentation (tél.: 5228-2641).



Table des matières

AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO	
PRÉFACE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF	
NOTES DE CARACTÈRE GÉNÉRAL	
FAITS SAILLANTS ET PROBLEMATIQUE EN 1995	

	Paragraphes
VENIR EN AIDE AUX PAUVRES QUI SOUFFRENT DE LA FAIM	1 - 24
Aide à 50 millions de personnes	1 - 8
Aider les femmes et les enfants	9 - 12
Concentration sur les pays les plus démunis	13 - 16
Engagements et déficits de ressources	17 - 21
Le portefeuille d'aide	22 - 24
L'ATLAS DE LA FAIM ET LES REPONSES DU PAU	25 - 41
Afrique	26 - 29
Asie	30 - 33
Amériques	34 - 37
Ex-Yougoslavie et Républiques de l'ex-USSR	38 - 41
EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE	42 - 71
Une approche axée sur la personne humaine	42 - 46
Programmation par pays	47 - 49
Préparation aux catastrophes et intervention rapide	50
Développement et secours	51 - 54
Plus d'efficacité dans le transport et la logistique	55 - 58
Achats locaux de produits alimentaires: économie et efficacité	59 - 62
Evaluation de l'incidence de l'aide alimentaire	63 - 66
Etablir des alliances stratégiques	67 - 71
PLANS POUR L'AVENIR	72 - 83
Plan stratégique et financier, 1996-99	72
Transparence de la gestion	73 - 76
Systèmes d'information et de communications	77 - 78
Mise en valeur des ressources humaines	79 - 83
RESSOURCES	84 - 101
Dotation en ressources et financement: solutions nouvelles	84 - 86
Réduction spectaculaire du flux mondial d'aide alimentaire	87 - 88
Mobilisation des ressources	89 - 93
Articles non alimentaires	94 - 95
Services bilatéraux	96
Budget, dépenses et situation de trésorerie	97 - 99
Budget du PAM pour 1996-97	100 - 101



	Pages	
ENCADRÉS		
Un	La faim facteur de la pauvreté	3
Deux	Engagements en faveur des femmes	6
Trois	Réduire les coûts de logistique	13
Quatre	Développer en portant secours: investissements dans l'infrastructure de transport du Caucase	17
Cinq	A l'écoute des bénéficiaires	19
Six	Renforcer la préparation logistique	21
Sept	Mines terrestres	23
Huit	Gestion des ressources naturelles: de nouvelles perspectives pour l'aide alimentaire	24
Neuf	Renforcer le système de coordinateurs résidents	27
Dix	Travailler en partenariat	28
Onze	Réforme du commerce international et aide alimentaire	34

	Pages	
FIGURES		
I	Bénéficiaires de l'aide du PAM, par région et par type, 1995	4
II	Concentration des ressources par catégorie de pays	7
III	Principaux donateurs: annonces de contribution et contributions, 1995-96	35
IV	Evolution des contributions et des annonces de contribution au PAM, 1991-95	36

	Pages	
TABLEAUX		
1	Portefeuille général d'activités du PAM	10
2	Portefeuille d'activités du PAM en Afrique	12
3	Portefeuille d'activités du PAM en Asie	14
4	Portefeuille d'activités du PAM dans les Amériques	15
5	Achats de produits alimentaires par le PAM, 1991-95	25
6	Personnel du PAM, par catégorie et affectation	32
7	Dépenses du PAM en 1995	37



Annexes et tableaux statistiques

ANNEXES

- I Organigramme du PAM
- II Projets de développement approuvés en 1995
- III Opérations d'interventions prolongées en faveur de réfugiés et de personnes déplacées approuvées en 1995
- IV Opérations d'urgence approuvées en 1995

TABLEAUX STATISTIQUES

- 1 Ventilation des dépenses du PAM par catégorie de projet, 1991-95
- 2 Ventilation des dépenses du PAM par pays, région et catégorie d'aide, 1991-95
- 3 Ventilation des dépenses du PAM pour l'ensemble des bénéficiaires et par habitant, en fonction des catégories de pays et des régions, 1991-95
- 4 Ventilation de l'ensemble des contributions et annonces de contribution pour l'exercice 1995-96, par donateur
- 5 Classement des principaux donateurs par type de contribution ou annonce de contribution pour l'exercice 1995-96
- 6 Profil de l'aide alimentaire mondiale 1991-95





Avant-propos

Tout être humain a le droit de manger à sa faim. Faire en sorte que chacun soit suffisamment nourri n'est pas seulement un acte qui honore le contrat moral vis-à-vis de notre prochain, c'est un acte porteur de développement socio-économique qui bénéficie à tous. Pourtant, la faim sévit toujours dans le monde et continue d'infliger des souffrances à plus de 800 millions d'habitants de la planète.

L'être humain est la valeur suprême de tout système social et la nourriture est indispensable à la vie. Comment laisser la faim gâter le potentiel présent en chacun? Ignorer ce principe, c'est compromettre la productivité des générations futures. L'intervention nutritionnelle dans certaines phases critiques de la vie permet de prévenir d'importantes pertes sociales plus tard. L'aide alimentaire doit aussi être apportée de manière à permettre aux pauvres d'aujourd'hui de progresser vers l'autodépendance.

Tels sont les impératifs, humanitaire et développemental, que définit le mandat du Programme alimentaire mondial, l'organisme du système des Nations Unies chargé de l'aide alimentaire. Sa mission est triple: apporter des vivres pour sauver des vies; pour assurer la croissance de l'homme; et pour hâter l'autodépendance. Le Programme est fait pour les gens: les victimes de catastrophes naturelles ou dues à l'homme; les enfants et les femmes, enceintes ou allaitantes, qui se trouvent dans une phase critique de la vie; enfin pour tous ceux qui souffrent d'une faim chronique, et qui ont besoin d'aide pour briser la spirale de la faim et de la pauvreté.

Le temps présent est celui d'une communauté mondiale qui coopère, plus que jamais dans son histoire, à aplanir les nombreux obstacles au bien-être et au développement de l'homme. En 1995, année du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, deux manifestations parrainées par l'ONU ont fait retentir une invitation pressante à agir: le Sommet mondial pour le développement social à Copenhague, et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing. Par le truchement du système des Nations Unies, les gouvernements et la société civile ont saisi les occasions offertes pour élaborer des plans d'action mondiaux, afin de résoudre des problèmes aussi vitaux que ceux de la pauvreté, du chômage, de la marginalisation sociale et économique, des inégalités entre les sexes et de la promotion des femmes. Le Programme alimentaire mondial prévoit de jouer un rôle important en aidant les États Membres de l'ONU à mettre en oeuvre les plans d'action définis lors de ces conférences mondiales. Le PAM compte aussi apporter une contribution d'envergure au Sommet mondial de l'alimentation à Rome, convoqué par la Conférence de la FAO et approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Nous félicitons le Directeur exécutif et ses collaborateurs pour les services précieux que, fidèles au noble idéal des Nations Unies, ils ont prodigués au bénéfice des pauvres et de ceux qui souffrent de la faim dans le monde.



Boutros Boutros-Ghali
Secrétaire général
Nations Unies



Jacques Diouf
Directeur général
Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture





Préface

En 1995, le PAM a atteint 50 millions de personnes: victimes de catastrophes naturelles ou dues à l'homme; mères et enfants; enfin les plus pauvres parmi les pauvres dans les pays en développement. Les victimes de situations d'urgence ont été moins nombreuses que l'année précédente. Un accord de paix a été conclu en ex-Yougoslavie. Des progrès politiques ont été accomplis en ce qui concerne la crise provoquée par l'exode de réfugiés dans la région du Rwanda. Un mouvement régulier s'est engagé en direction du relèvement en Angola et au Mozambique. Pour le Programme alimentaire mondial, cette évolution a soulevé quelque optimisme, et a auguré pour les prochaines années un allègement des sollicitations extrêmement lourdes que les crises politiques ont exercé sur son énergie et ses ressources.

Mais si les ressources sont un peu moins sollicitées par les situations d'urgence, les activités de développement du PAM ne s'en sont pas pour autant trouvées mieux dotées. Aucun "dividende de la paix" n'est venu améliorer les perspectives d'avenir de ceux dont la vie venait d'être sauvée, ou aider davantage ceux qui vivent, à perpétuité semble-t-il, dans l'urgence invisible et silencieuse. Nous le déplorons, parce que l'aide alimentaire permet d'aider les pauvres à briser la spirale de la faim et de la pauvreté; elle permet que la faim ne soit plus un mal héréditaire, qui se transmet d'une génération à l'autre. Car les carences nutritionnelles des mères et des enfants, à des phases critiques de leur vie, se traduisent par des retards de développement physique et mental, et bouclent irrémédiablement le cercle de la pauvreté et de la faim. Il faut absolument briser ce cercle. Pour que nul n'hérite plus de la faim.

Le PAM continue de s'employer à rendre ses opérations plus efficaces, et accroître le rendement de ses ressources, toujours insuffisantes dans les domaines de l'action humanitaire et du développement. Cela conduit souvent à des choix douloureux: car il faut rechercher parmi ceux qui ont faim ceux qui ont plus faim que d'autres, et parmi ceux qui ont plus faim que les autres ceux dont la faim est la plus atroce. J'ai confiance en tous nos Etats Membres, qui sauront nous aider à maintenir un équilibre judicieux dans les décisions qu'il nous faut prendre.



Catherine Bertini
Directeur exécutif





Notes de caractère général

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

Certaines grandeurs sont exprimées en milliers de millions et non en milliards, ou vice-versa.

Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

L'expression "valeur des engagements" désigne le coût pour le PAM de toute opération de secours ou de tout projet de développement tel qu'approuvé par l'organe directeur, et tel que précisé dans le plan d'opérations/lettre d'accord.

Les pays à faible revenu et à déficit alimentaire (PFRDA) sont tous ceux qui accusent un déficit vivrier (à savoir qui sont importateurs nets de céréales) et dont le PNB par habitant ne dépasse pas le niveau retenu par la Banque mondiale comme ouvrant droit à l'aide de l'IDA (1 345 dollars en 1993). En 1995, la FAO a classé 88 pays dans la catégorie des PFRDA. Les pays les moins avancés (PMA) ont été définis par l'Assemblée générale des Nations Unies comme étant "les pays à faible revenu qui souffrent d'handicaps durables du point de vue de la croissance, et notamment de niveaux faibles de mise en valeur des ressources humaines et/ou de faiblesses structurelles graves". En 1995, 48 pays ont été classés dans cette catégorie par l'Assemblée générale.

Les régions et sous-régions géographiques mentionnées dans le présent rapport sont l'Afrique, qui comprend les pays appartenant au continent africain, y compris les îles africaines; l'Asie, qui comprend les pays situées entre la mer Méditerranée et l'océan Pacifique, y compris la Turquie mais à l'exclusion des républiques de l'ex-URSS; les Amériques, à savoir tous les pays des Amériques et des Caraïbes au sud des Etats-Unis d'Amérique; enfin l'ex-Yougoslavie et les républiques de l'ex-URSS.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Programme alimentaire mondial (PAM), aucune prise de position ni quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Sigles utilisés:

ALITE	Equipe renforcée d'intervention logistique d'urgence (PAM)
ASP	Administration et soutien au programme
CAA	Convention relative à l'aide alimentaire
CAC	Comité administratif de coordination (ONU)
CCE	Commission des communautés européennes
CEV	Cartographie d'évaluation de la vulnérabilité (PAM)



CII	Compte d'intervention immédiate de la RAIU
CPA	Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire
DAH	Département des affaires humanitaires (ONU)
ECOSOC	Conseil économique et social (ONU)
EIR	Equipe d'intervention rapide (PAM)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMIP	Programme d'amélioration de la gestion financière (PAM)
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
INTERFAIS	Système international d'information sur l'aide alimentaire (PAM)
IPPD	Intervention prolongée en faveur de personnes déplacées (PAM)
IPR	Intervention prolongée en faveur de réfugiés (PAM)
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OUS	Opération d'urgence spéciale (PAM)
PAM	Programme alimentaire mondial
PFRDA	Pays à faible revenu et à déficit alimentaire
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence (PAM)
SCP	Sous-comité des projets (CPA)
SMI	Santé maternelle et infantile
SSP	Schéma de stratégie de pays
TIEM/TTEM	Transport intérieur/terrestre, entreposage et manutention
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
VCT	Vivres-contre-travail



Faits saillants et problématique en 1995

Le PAM a apporté son aide à 50 millions de personnes parmi les plus pauvres dans le monde

25 millions d'entre elles étaient victimes de situations d'urgence, dont plus des deux tiers étaient des femmes et des enfants;

2,8 millions de tonnes de vivres ont été livrées. Coût pour le PAM: 1,2 milliard de dollars;

Plus de 1,6 million de tonnes de ces denrées sont allées aux victimes de situations d'urgence.

A Beijing, le PAM s'est engagé à réduire l'inégalité d'accès aux vivres qui défavorise les femmes, et à répondre aux besoins nutritionnels spécifiques des femmes et des enfants.

Le retour de la paix dans plusieurs pays a permis au PAM de dépasser le stade des secours et d'entreprendre des actions de relèvement et de développement.

Ressources

Seize nouveaux projets de développement ont été approuvés pour être mis en oeuvre au cours des quelques prochaines années, pour un coût de 248 millions de dollars;

89 pour cent des nouveaux engagements ont été dirigés vers les pays à faible revenu et à déficit alimentaire (PFRDA), dont 48 pour cent vers ceux qui comptent aussi parmi les pays les moins avancés (PMA);

Le PAM a eu moins de ressources à sa disposition en 1995, ce qui marque un net repli du flux mondial d'aide alimentaire.

Réforme et revitalisation sont restées au nombre des priorités.

L'organe directeur du PAM a en effet approuvé:

- le premier Plan stratégique et financier;
- l'approche-programme par pays, qui prévoit la définition d'une stratégie intégrée d'activités de développement du PAM, associée aux plans nationaux;
- une nouvelle approche de la dotation en ressources et du financement à long terme;
- le principe d'une croissance nominale négative du budget pour 1996-1997.

La modernisation des pratiques de gestion du PAM s'est poursuivie, par exemple avec l'initiative du Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP).





Venir en aide aux pauvres qui souffrent de la faim

AIDE A 50 MILLIONS D E PERSONNES

1. En 1995, le PAM est venu en aide à 50 millions de personnes parmi les plus pauvres au monde.
2. La moitié d'entre elles étaient des victimes de crises d'urgence. L'aide du PAM est allée à sept millions de réfugiés, à 14 millions de personnes déplacées dans leur pays et à près de quatre millions de victimes de la sécheresse ou autres catastrophes naturelles. Le PAM a livré à ces personnes en situation d'urgence plus de 1,6 million de tonnes de vivres en 1995.
3. L'aide aux victimes de catastrophes a diminué de près d'un quart par rapport à l'année précédente. Pour la première fois depuis plusieurs années, aucune urgence massive nouvelle, ou du moins comparable à la sécheresse en Afrique australe, à la crise en Somalie, au conflit en ex-Yougoslavie ou à la catastrophe humanitaire dans la région du Rwanda ne s'est déclarée.
4. En revanche, on ne peut se féliciter d'aucune amélioration analogue en ce qui concerne la situation des centaines de millions de personnes qui souffrent chroniquement de la faim. Les indications récentes du Sous-Comité de la nutrition du CAC portent à penser que, dans le monde, tant la proportion que le nombre absolu des enfants d'âge préscolaire qui présentent un déficit pondéral chronique ont recommencé

LA FAIM FACTEUR DE PAUVRETÉ

Encadré un

La faim n'est pas seulement un symptôme de la pauvreté, elle en est la cause.

Les gens qui ont chroniquement faim ne peuvent faire des plans ni agir pour améliorer leur sort. Tout leur temps, tous leurs efforts vont à la recherche de nourriture pour le repas suivant. Ces gens-là n'ont pas le loisir de se soucier d'éducation, d'apprentissage d'activités nouvelles ou autres formations qui leur permettraient d'accroître leurs ressources et d'améliorer leurs conditions de vie à plus longue échéance.

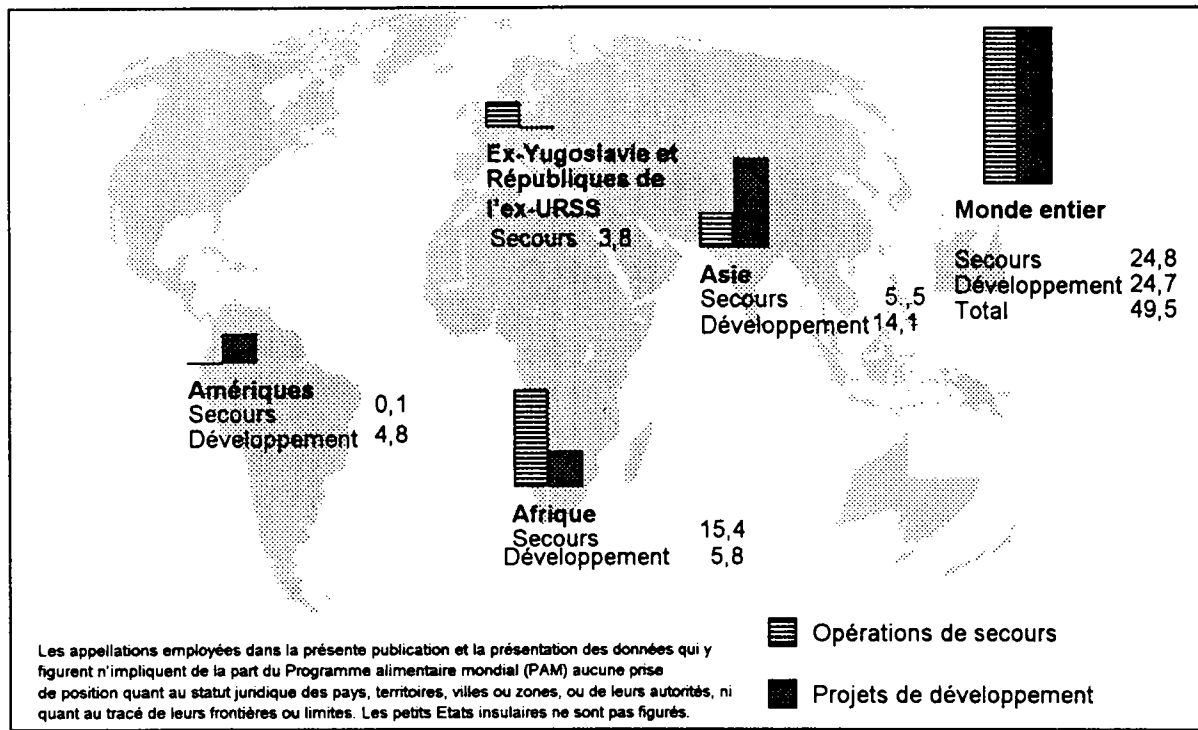
Le revenu d'un ménage qui a faim est principalement déterminé par la productivité de sa main-d'œuvre. Or, ceux qui ont chroniquement faim sont physiquement faibles et enclins à la maladie, aussi leur productivité est-elle basse, et en conséquence leurs gains modestes. Ainsi, se boucle le cercle vicieux de la faim chronique et de la pauvreté - productivité basse, faible revenu, faim chronique.

La faim prépare inévitablement la pauvreté de demain. Quand la nutrition des enfants, encore à naître ou en bas âge, est insuffisante, ce sont leur santé future, leur capacité d'apprentissage, leur potentiel intellectuel et leur productivité globale qui sont lésés. Et c'est ainsi que la faim et la pauvreté se transmettent d'une génération à l'autre.



BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE DU PAM, PAR RÉGION ET PAR TYPE, 1995 (millions)

Figure 1



à croître. Par ailleurs, en 1995, une forte hausse des cours mondiaux des céréales a gravement pesé sur la capacité des pays pauvres d'importer les quantités nécessaires pour maintenir, et à fortiori relever, les disponibilités de produits alimentaires de base par habitant.

5. Dans le contexte de cette dégradation, le PAM est parvenu à aider quelque 25 millions de pauvres souffrant de la faim, soit un effectif à peu près égal à celui de l'année précédente, dans le cadre de projets de développement. Le Programme avait prévu de venir en aide à environ deux millions de personnes de plus, mais les ressources ont manqué. En 1995, seulement 950 000 tonnes de produits alimentaires - contre 1,1 million de tonnes en 1994 - ont été mises à la disposition de 204 projets, dans 81 pays.
6. Les bénéficiaires de l'aide du PAM reçoivent différents types de rations selon leur situation. Les "vivres à l'appui du développement" sont le plus souvent distribués sur une période comprise entre 30 et 100 jours par an, à titre de rémunération alimentaire du travail fournie pendant la période de soudure, la "saison de la faim". Les programmes d'alimentation scolaire apportent des repas aux cantines pendant l'année scolaire, soit en général 180 jours par an. Des rations d'aliments de complément sont distribuées aux mères et aux enfants mal nourris, et sont souvent nécessaires tout au long de l'année. En moyenne, les rations alimentaires distribuées dans le cadre des projets de développement appuyés par le PAM représentent entre 20 et 25 pour cent des besoins annuels, soit environ 40 kilogrammes de vivres par personne.



7. Les rations servies aux victimes de catastrophes sont plus abondantes. Les victimes de catastrophes naturelles reçoivent près de 50 kilogrammes de produits, tandis que les réfugiés et les personnes déplacées en reçoivent en moyenne 70 kilogrammes.
8. Les victimes de catastrophes sont aussi assistées par le biais des services bilatéraux du PAM: quelque 250 000 tonnes de produits d'aide alimentaire ont été prises en charge par le PAM pour le compte de donateurs bilatéraux. Ce volume compris, le PAM a assuré, en 1995, l'acheminement d'environ 2,8 millions de tonnes de produits d'aide alimentaire.

AIDER LES FEMMES ET LES ENFANTS

9. Les femmes et les enfants représentent plus des deux tiers de l'effectif mondial des réfugiés, et dans des circonstances plus normales, ce sont les femmes qui sont les principales responsables de la sécurité alimentaire des ménages. L'expérience indique que les ressources placées aux mains des femmes ont souvent des effets nutritionnels plus favorables aux enfants que les mêmes ressources confiées aux hommes. Les ressources données aux femmes bénéficient à l'ensemble du ménage.
10. C'est la raison pour laquelle depuis quelques années une part croissante de l'aide alimentaire du PAM est dirigée vers les femmes. En 1995, on estime que 60 pour cent des bénéficiaires des projets de mise en valeur des ressources humaines appuyés par le PAM ont été des femmes. Dans les projets vivres-contre-travail, leur part est d'environ 30 pour cent. C'est là un bilan qui supporte honorablement la comparaison avec d'autres formes d'aide au développement, qui font souvent aux femmes la part beaucoup moins belle, quand elles n'en sont pas exclues.
11. Mais le temps de se reposer sur ses lauriers n'est pas encore venu. La quatrième Conférence mondiale sur les femmes a été l'occasion pour le PAM de redoubler d'efforts. Les préparatifs de cette conférence ont conduit à s'interroger sur les moyens permettant de mieux appréhender les questions sexosociologiques. Des évaluations d'opérations d'urgence dans une perspective sexosociologique ont été faites dans 11 pays, et le programme de recherche sur les réfugiés de l'Université d'Oxford a établi à l'intention du PAM un document de synthèse sur l'amélioration de la planification sociale et sexosociologique pour les opérations d'urgence. Se fondant sur cette analyse, le PAM est allé à Beijing avec des engagements spécifiques, qui devraient être mis en œuvre entre 1996 et 2001.



ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES FEMMES

Encadré deux

A la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le Directeur exécutif a engagé le PAM à réaliser ce qui suit:

- réduire l'écart entre les sexes en ce qui concerne l'accès aux ressources, à l'emploi, à l'éducation, et à la formation pratique en affectant spécialement des ressources à cette fin;
- distribuer les secours alimentaires directement à l'aînée des femmes du ménage, chaque fois que possible, en appliquant des méthodes participatives;
- prendre des dispositions spéciales pour assurer aux femmes un accès égal et une pleine participation aux structures de pouvoir et aux processus décisionnels en ce qui concerne la planification, la gestion et l'exécution des activités appuyées par l'aide alimentaire;
- tenir dûment compte des besoins nutritionnels spécifiques des femmes dans la conception des interventions d'aide alimentaire;
- recueillir et diffuser des chiffres et des informations ventilés par sexe aux fins de la planification et de l'évaluation; enfin
- collaborer avec les ONG dans le cadre de dispositions contractuelles précisant les conditions requises pour assurer la sexospécificité de la planification, du ciblage et de la distribution de l'aide alimentaire, et du suivi de son action.

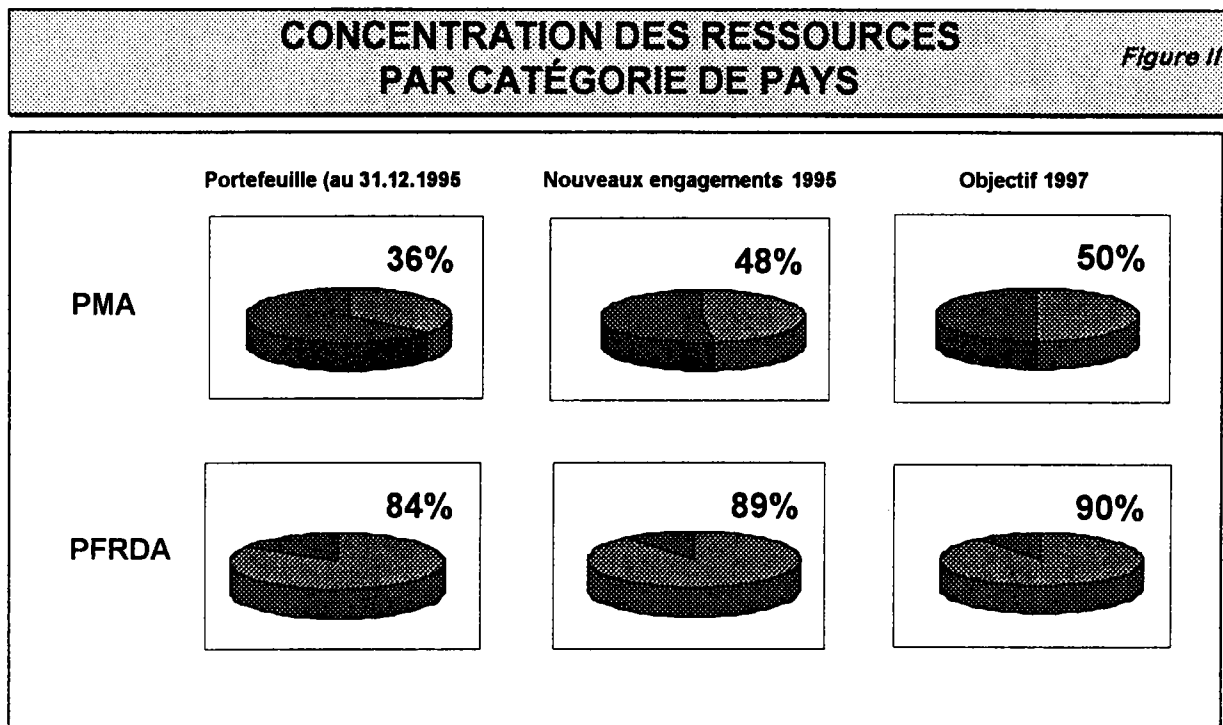
12. Cet engagement est d'ores et déjà suivi d'effets: selon les orientations données par une équipe spéciale de hauts fonctionnaires, les bureaux de pays et chacune des divisions du siège ont apporté leur contribution à l'établissement d'un Plan d'action qui permettra au PAM d'honorer son engagement. Le dialogue a été élargi à nos partenaires opérationnels. Le HCR et le PAM sont convenus d'une déclaration commune explicitant comment ces divers points se traduiront dans la pratique sur le terrain. Le débat, lors de la consultation PAM/ONG en novembre 1995, a notamment porté sur la recherche des moyens les plus aptes à rendre opérationnelle la nouvelle politique du PAM, qui veut que le niveau d'objectif de 80 pour cent des secours alimentaires soient remis directement à l'aînée des femmes du ménage. Les mémorandums d'accord les plus récemment négociés avec des ONG font à plusieurs reprises mention de la participation des femmes à tous les échelons de la planification, de la gestion, de la distribution et du suivi de l'aide alimentaire.

CONCENTRATION SUR LES PAYS LES PLUS DÉMUNIS

13. Le CPA a décidé que d'ici à 1997, au moins 90 pour cent de l'aide fournie par le PAM devrait être dirigée vers des PFRDA, dont au moins 50 pour cent aux PMA. Il reste encore une marge à combler: en 1995, la part des PMA a été de 36 pour cent, et celle des PFRDA de 84 pour cent des engagements cumulés en 1995. L'affectation des secours alimentaires est une autre affaire: les PMA ont absorbé 79 pour cent des engagements cumulés au titre des opérations de secours du Programme.
14. Mais les décisions prises en 1995 rapprocheront le PAM de ses objectifs: 89 pour cent des nouveaux engagements ont été dirigés vers les PFRDA, et 48 pour cent vers les PMA. Devant la pénurie de ressources de développement, le PAM a désengagé des ressources destinées à certains pays qui approchent de la sécurité alimentaire nationale.



Par exemple, pour mener à bien la phase finale du programme national d'alimentation dans les écoles primaires, le Gouvernement du Botswana a fourni des ressources en remplacement de certains des produits que le PAM ne fournissait pas.



15. Sur les 83 pays dans lesquels le PAM a engagé des actions de développement, 23 sont promis à un désengagement de l'aide d'ici la fin de 1999. Le PAM est prêt à fournir un soutien technique aux gouvernements pour appuyer la prise en relais par les ressources nationales après retrait de l'aide alimentaire du PAM. Au Brésil par exemple, un programme d'aide alimentaire au développement a été lancé, les ressources nationales se combinant au soutien technique du PAM. Les bureaux de pays du PAM dans la région continueront d'assurer des services de conseil, si le Gouvernement brésilien en fait la demande. Un séminaire régional organisé par le PAM à Cartagena en août 1995, avec le concours du Gouvernement colombien et de la Communauté européenne, a mis l'accent sur le rôle que pourrait exercer le PAM en mettant ses capacités techniques et son expérience directement au service des pays qui instaurent des programmes nationaux d'aide alimentaire.
16. Sur les principes établis par le CPA, l'élaboration d'un modèle d'affectation des ressources, par pays et sur la base des besoins, a été entreprise en 1995. Ce travail permettra au PAM non seulement de mieux concentrer son action sur les pays les plus pauvres, mais aussi de fonder sa programmation par pays sur une indication objective des besoins relatifs des divers pays. Ce modèle repose sur trois critères: niveau de pauvreté (revenu par habitant), situation nutritionnelle (taux de mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans entre autres indicateurs), et degré d'insécurité alimentaire (indice cumulatif FAO de la sécurité alimentaire des ménages). Bien entendu, ce modèle, pas plus qu'aucun autre, ne saurait être appliqué de façon rigide et mécanique,



mais il permettra au PAM de distinguer entre les PMA ou PFRDA "sous-programmés" et les pays dans lesquels il serait opportun d'envisager une réduction progressive des apports.

ENGAGEMENTS ET DÉFICITS DE RESSOURCES

17. Sur le total des produits d'aide alimentaire livrés par le PAM en 1995, seulement 950 000 tonnes ont été dévolues à des projets de développement. Il en aurait fallu beaucoup plus, environ 1,4 million de tonnes, pour maintenir à niveau toutes les activités des projets en cours. Pour gérer la pénurie de ressources, le PAM a pris les mesures suivantes:
 - a) désengagement de ressources de certains projets opérationnels;
 - b) limitation des augmentations budgétaires de projets approuvés; enfin
 - c) non reconduction des projets au-delà du terme initialement prévu.
18. Ces décisions ont été prises en donnant priorité aux PMA et aux PFRDA, ainsi qu'aux projets qui fonctionnaient le mieux. Au 31 décembre 1995, le solde non livré aux projets de développement en cours - exprimé en tonnage - était inférieur de près d'un cinquième de celui de l'année précédente.
19. Les nouveaux engagements d'aide au développement ont été limités à 16 nouveaux projets et à deux révisions budgétaires importantes. La valeur de ces engagements s'est élevée à 248 millions de dollars, dont 929 000 tonnes de vivres.
20. Les nouveaux engagements au titre des opérations d'urgence et des interventions prolongées de secours se sont élevés, cumulativement, à 1,1 milliard de dollars, dont 2,3 millions de tonnes de produits alimentaires. En valeur, les opérations visant les victimes de catastrophes imputables à l'homme ont absorbé 88 pour cent des ressources. Globalement, la réponse aux appels lancés pour l'aide d'urgence a été généreuse, mais les contributions n'ont pas couvert 50 pour cent des besoins dans deux grandes opérations: l'aide aux victimes de catastrophes dues à l'homme en Iraq et au Libéria. Les livraisons faites dans le cadre des opérations de secours appuyées par le PAM se sont montées en 1995 à 1,6 million de tonnes.
21. Au total, les engagements nouveaux se sont élevés en 1995 à 3,2 millions de tonnes, pour un coût légèrement supérieur à 1,3 milliard de dollars. Comme d'habitude, les nouveaux engagements de ressources ont été supérieurs aux livraisons effectives et aux ressources reçues au cours de l'année. Le fait s'explique par plusieurs facteurs qui se conjuguent: reports d'une année sur la suivante; délais entre engagements et livraisons, qui sont plus brefs pour les opérations de secours que pour les projets de développement; enfin, le fait que les engagements représentent des valeurs plafond de dépense, sous réserve de la disponibilité de ressources. En outre, les besoins de produits alimentaires pour les opérations de secours et les projets de développement sont régulièrement réexaminés, et révisés à la baisse si les circonstances, en évoluant, le justifient.



LE PORTEFEUILLE D'AIDE

22. Fin 1995, le portefeuille global d'activités en cours du PAM se composait de 204 projets de développement, d'une valeur de 2,28 milliards de dollars; et de 89 opérations de secours, d'une valeur de 1,77 milliard de dollars. La valeur totale des engagements dépassait quatre milliards de dollars.
23. Le portefeuille de projets de développement du PAM se réduit régulièrement depuis la fin des années 80, époque à laquelle il avait atteint plus de 3,5 milliards de dollars, soit 50 pour cent de plus qu'aujourd'hui. En revanche, le portefeuille d'activités de secours s'est multiplié par cinq depuis cette époque.
24. La plus grande part de l'aide du PAM va à l'Afrique (56 pour cent), suivie par l'Asie (28 pour cent), les Amériques (12 pour cent), et l'Europe orientale et l'ex-URSS (4 pour cent). La composition du portefeuille d'activités par régions géographiques accuse des différences notables. La plus forte proportion d'aide au développement est atteinte dans la région des Amériques (99 pour cent); en Asie, les ressources affectées au développement représentent comptent pour 80 pour cent du total. En Afrique, les opérations de secours comptent pour 60 pour cent dans l'aide; et en Europe orientale et dans les républiques de l'ex-URSS, les secours absorbent la totalité de l'aide apportée.



	Monde	(%)	PMA	(%)	PFRDA	(%)
AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL	1 313	58	396	49	1 158	60
Mise en valeur et amélioration de terres	549	24	168	21	474	25
Foresterie	334	15	52	6	312	16
Infrastructures communautaires	239	11	123	15	221	11
Autres	191	8	53	7	151	8
MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	968	42	418	51	759	40
Groupes vulnérables	339	15	193	24	275	14
Ecoles primaires	472	20	68	8	354	19
Autres	157	7	157	19	130	7
TOTAL DEVELOPPEMENT	2 281	100	814	100	1 917	100
CATASTROPHES NATURELLES	312	18	233	17	297	19
Catastrophes naturelles soudaines	28	2	15	1	17	1
Sécheresse, mauvaises récoltes	284	16	218	16	280	18
CATASTROPHES DUES A L'HOMME	1 462	82	1 166	83	1 289	81
Réfugiés	441	25	467	33	528	33
Personnes déplacées	1 021	27	699	50	761	48
TOTAL, SECOURS	1 774	100	1 399	100	1 586	100
TOTAL, AIDE DU PAM	4 055		2 213		3 503	

Tableau 1**PORTEFEUILLE GÉNÉRAL D'ACTIVITÉS DU PAM**

(valeur des engagements au 31 décembre 1995)

(en millions de dollars)



L'atlas de la faim et les réponses du PAM

25. Nulle part sur terre l'homme n'est à l'abri de la faim, comme les tragédies récemment survenues en Europe orientale et dans les républiques de l'ex-URSS le montrent bien. Mais la faim frappe plus souvent dans certaines régions.

AFRIQUE

26. L'Afrique subsaharienne est la région qui fait apparaître les problèmes les plus préoccupants: déclin de la production par habitant, taux de fécondité élevés, catastrophes naturelles et situations d'urgence complexes qui déplacent des populations massives. Environ 215 millions de personnes (quelque 43 pour cent de la population) y sont chroniquement sous-alimentées; si des mesures énergiques ne sont pas prises, cet effectif risque d'atteindre 315 millions en 2010.
27. Quelque 21 millions d'Africains ont reçu une aide du PAM en 1995. Les secours alimentaires du PAM sont allés à plus de 15 millions de victimes de catastrophes dans 28 pays, tandis que six millions de personnes souffrant chroniquement de la faim ont reçu une aide alimentaire dans le cadre de 91 projets de développement appuyés par le PAM dans 41 pays. Cumulativement, les livraisons de vivres ont atteint 1,4 million de tonnes.



	millions de dollars	Proportion (%)
AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL	430	48
Mise en valeur et amélioration de terres	162	18
Foresterie	85	9
Infrastructures communautaires	95	11
Autres	88	10
MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	472	52
Groupes vulnérables	98	11
Ecoles primaires	301	33
Autres	73	8
TOTAL DÉVELOPPEMENT	902	100
CATASTROPHES NATURELLES	295	22
Catastrophes naturelles soudaines	11	1
Sécheresse, mauvaises récoltes	284	21
CATASTROPHES DUES A L'HOMME	1 076	78
Réfugiés	371	27
Personnes déplacées	705	51
TOTAL, SECOURS	1 371	100
TOTAL, AIDE DU PAM	2 273	

Tableau 2

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM EN AFRIQUE
(valeur des engagements au 31 décembre 1995)

28. Une aide aux victimes de troubles civils a continué d'être apportée dans le cadre de l'opération régionale Rwanda/Burundi, de l'opération régionale Libéria/Sierra Leone, et en Somalie, dans le sud du Soudan, en Ethiopie, au Kenya et en Ouganda. La stabilisation de la situation politique a permis de passer des secours à la phase de relèvement et de reconstruction en Angola, au Ghana, au Rwanda/Burundi et au Mozambique, et d'entreprendre des opérations de rapatriement des pays suivants: Bénin, Burkina Faso, Djibouti, Erythrée, Ghana, Mauritanie et Soudan. La sécheresse a provoqué des besoins d'aide alimentaire en Afrique australe et l'aide s'est poursuivie en Ethiopie pour le même motif. Les secours ont commencé à être désengagés en République centrafricaine, en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Togo.
29. Il serait plus profitable de pouvoir investir ces ressources dans l'établissement d'une sécurité alimentaire durable que de les consacrer à des secours. Et il serait bien préférable d'investir dès maintenant dans la prévention de crises futures, plutôt que d'avoir à affiner les mécanismes permettant de répondre à de nouvelles situations d'urgence. Mais la responsabilité première de la prévention ou de la réponse aux urgences appartient aux gouvernements eux-mêmes. La prévention passe par des mesures qui appuient non seulement une croissance économique durable, mais aussi par une administration générale stable et non discriminatoire, et par la participation des pauvres à tous les aspects que peut prendre le développement.



RÉDUIRE LES COÛTS DE LOGISTIQUE

Encadré trois

Les livraisons d'aide alimentaire à près de trois millions de réfugiés et, de personnes déplacées dans la région des grands lacs, en Afrique de l'Est, ont représenté en moyenne 45 000 tonnes par mois tout au long de l'année. Les ports et les corridors de Dar es Salaam et de Mombasa ont été utilisés pour réduire au minimum les coûts et assurer que des capacités de transport et de manutention suffisantes soient disponibles en permanence.

En avril, quand le Gouvernement rwandais a fermé les frontières du pays aux expéditions d'aide alimentaire à destination du Zaïre, les itinéraires de transit vers Goma et Bukavu sont devenus inutilisables pratiquement du jour au lendemain. Il fallait agir promptement pour trouver des solutions de remplacement - améliorer la liaison routière entre l'Ouganda et la région de Goma, en passant par Ishasha; améliorer les installations portuaires à Dar es Salaam; renforcer le réseau ferroviaire régional; et établir des installations de transbordement au terminal ferroviaire d'Isaka, dans le centre de la Tanzanie.

Du fait des améliorations opérationnelles et de la négociation des taux de fret avec des entreprises commerciales et para-étatiques, le coût du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM) a pu être ramené de 235 à 190 dollars la tonne. Pour donner un ordre de grandeur encore plus significatif, vu que les besoins pour 1996 s'élèveront à environ 500 000 tonnes, l'économie nette, pour la seule année 1996, se montera à 20 millions de dollars.

ASIE

30. C'est l'Asie qui compte le plus grand nombre de victimes de la faim. Bien que plusieurs pays bénéficiaires de l'aide du PAM aient atteint des niveaux relativement élevés de production alimentaire et de croissance économique, des millions de personnes vivant dans des régions reculées et pauvres en ressources, certains groupes appartenant à des minorités tribales défavorisées, et les femmes pauvres des zones rurales continuent d'avoir besoin d'une aide alimentaire. Plus de 500 millions de personnes, soit 18 pour cent de la population, n'ont pas l'apport alimentaire minimum indispensable en Asie du Sud et de l'Est.
31. Dans des pays tels que l'Afghanistan et l'Iraq, les populations souffrent encore des conséquences de catastrophes dues à l'homme. Outre la fourniture de secours alimentaires immédiats, le défi y consiste à engager le processus de reconstruction et de développement à long terme. En Afghanistan par exemple, les distributions gratuites de secours alimentaires sont limitées au strict minimum dicté par l'exigence d'un filet de sécurité pour les groupes les plus vulnérables, dans une conjoncture très mouvante. Dans le même temps, les apports de vivres sont de plus en plus utilisés, dans les zones de stabilité relative, pour appuyer les activités de relèvement et de reconstruction à l'échelon local.



	millions de dollars	Proportion (%)
AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL	671	74
Mise en valeur et amélioration de terres	344	38
Foresterie	241	27
Infrastructures communautaires	55	6
Autres	31	3
MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	230	26
Groupes vulnérables	127	14
Ecoles primaires	42	5
Autres	61	7
TOTAL DÉVELOPPEMENT	901	100
CATASTROPHES NATURELLES	15	7
Catastrophes naturelles soudaines	15	7
Sécheresse, mauvaises récoltes	0	0
CATASTROPHES DUES A L'HOMME	214	93
Réfugiés	50	22
Personnes déplacées	164	71
TOTAL, SECOURS	229	100
TOTAL, AIDE DU PAM	1 130	

Tableau 3

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM EN ASIE
(valeur des engagements au 31 décembre 1995)

32. Le PAM a été en mesure d'apporter une aide à plus de 19 millions de personnes en Asie, mais ce chiffre ne représente guère que quatre pour cent de la population qui souffre de la faim. Quelque 14 millions de personnes ont pris part à 58 projets de développement soutenus par le PAM dans 16 pays. Au total, les livraisons d'aide alimentaire en Asie ont dépassé, en 1995, 900 000 tonnes. Les projets vivres-contre-travail, parmi lesquels continuent de dominer les projets de mise en valeur des terres et les projets forestiers, ont absorbé 74 pour cent de l'aide alimentaire du PAM au développement, soit bien plus que la part enregistrée dans les autres régions.
33. Les secours alimentaires du PAM ont bénéficié à cinq autres millions de personnes. Une aide alimentaire d'urgence a été fournie pour la première fois en République populaire démocratique de Corée. Des secours ont aussi été apportés dans le cadre d'opérations de relèvement au Cambodge, de réinsertion au Myanmar, de secours et de rapatriement au Bangladesh, de secours à des réfugiés au Népal et au Viet Nam, et d'aide à des personnes déplacées au Sri Lanka et aux victimes d'inondations au Laos. Une aide a continué d'être apportée aux groupes vulnérables en Iraq, à des réfugiés au



Yémen, et aux efforts de secours, de relèvement et de réinsertion en Afghanistan, en Iraq et au Pakistan.

AMÉRIQUES

34. La faim et la pauvreté ont gagné du terrain dans certaines zones de l'Amérique latine et des Caraïbes au cours de la période d'ajustement structurel des années 80. On estime que le nombre des personnes chroniquement sous-alimentées serait passé de 46 millions en 1980 à plus de 60 millions au début des années 90, soit 14 pour cent de la population.
35. La difficulté que pose la lutte contre la faim et la pauvreté dans les pays d'Amérique latine tient, plus que partout ailleurs, au ciblage des ménages pauvres. La disponibilité globale de vivres, sur la majeure partie du territoire, ne pose guère de problème. Les famines et les crises alimentaires qui continuent de sévir dans d'autres régions du monde ont pratiquement été éradiquées dans les Amériques. Mais des disponibilités vivrières satisfaisantes en moyenne n'excluent pas que subsistent des îlots de pauvreté, et que beaucoup continuent d'avoir faim.

	millions de dollars	Proportion (%)
AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL	213	45
Mise en valeur et amélioration de terres	43	9
Foresterie	7	2
Infrastructures communautaires	90	19
Autres	73	15
MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	265	55
Groupes vulnérables	112	23
Ecoles primaires	130	27
Autres	23	5
TOTAL, DÉVELOPPEMENT	478	100
CATASTROPHES NATURELLES	2	29
Catastrophes naturelles soudaines	2	29
Sécheresse, mauvaises récoltes	0	0
CATASTROPHES DUES A L'HOMME	5	71
Réfugiés	4	57
Personnes déplacées	1	14
TOTAL, SECOURS	7	100
TOTAL, AIDE DU PAM	485	

Tableau 4

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM DANS LES AMÉRIQUES
(valeur des engagements au 31 décembre 1995)



36. En 1995, le PAM a aidé près de cinq millions de pauvres et de personnes souffrant de la faim dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Sur les 200 000 tonnes et plus d'aide alimentaire livrée, quelque 95 pour cent sont allés à 55 projets de développement, dans 24 pays. L'action du PAM dans la région s'est principalement concentrée sur le développement communautaire, dans le cadre de programmes vivres-contre-travail; sur la mise en valeur des ressources humaines par l'enseignement primaire; et sur les programmes de santé et de nutrition maternelle et infantile.
37. Une aide alimentaire a continué d'être apportée aux rapatriés et aux groupes vulnérables en Haïti, tandis que l'aide du PAM commence à être désengagée au Mexique à mesure que les réfugiés sont soit rapatriés, soit réinstallés.

EX-YOUGOSLAVIE ET RÉPUBLIQUES DE L'EX-URSS

38. Près de quatre millions de pauvres souffrant de la faim ont reçu une aide du PAM dans cette région en 1995. Au total, 240 000 tonnes de produits alimentaires ont été distribuées aux réfugiés, personnes déplacées et autres groupes vulnérables sans source de revenu, ni capacité de produire des vivres ou de s'en procurer par quelque autre moyen.
39. Le portefeuille d'activités du PAM dans la CEI et en ex-Yougoslavie se limite à six opérations en cours, visant des réfugiés et des personnes déplacées, la valeur totale des engagements s'élevant à 168 millions de dollars.
40. En Europe orientale et dans les anciennes républiques soviétiques, des secours ont été apportés aux victimes des luttes ethniques et de l'effondrement économique en ex-Yougoslavie, en Arménie, en Azerbaïdjan, au Tadjikistan, en Géorgie et dans la Fédération de Russie (Tchéchénie). L'accord de paix signé le 14 décembre 1995 a permis d'envisager de réorienter le programme de secours en ex-Yougoslavie, afin de favoriser le relèvement et la réinstallation. Toutefois, en l'absence d'un filet de sécurité sociale effectif, une aide continuera d'être nécessaire afin d'assurer la disponibilité, pour les groupes les plus vulnérables, des produits alimentaires de base.
41. Dans le Caucase et en Asie centrale, le PAM et les ONG emploient les secours alimentaires pour appuyer les groupes de population les plus pauvres après l'effondrement des économies et des systèmes de sécurité sociale. Dans le cadre d'opérations d'urgence, l'aide alimentaire du PAM appuie aussi la remise en état d'équipements d'infrastructure négligés ou endommagés du fait de la guerre, des projets de conservation des ressources naturelles là où la forêt a été abattue sans discrimination, et représente une incitation pour certains fonctionnaires dont l'activité est indispensable, tels que les agents sanitaires et les enseignants.



DÉVELOPPER EN PORTANT SECOURS:*Encadré quatre***INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT DU CAUCASE**

L'Unité de conseil en logistique pour le Caucase, créée par le PAM, a facilité en 1995 le transport de 1,2 million de tonnes de produits d'aide alimentaire bilatérale et multilatérale, et a réalisé d'importantes améliorations dans le réseau d'infrastructures du Caucase. Les investissements, conçus afin de supprimer les goulets d'étranglement du système de transport et de jeter les bases d'activités de reconstruction et de développement, illustrent la détermination du PAM à renforcer les liens entre secours et développement.

Près de cinq millions de dollars ont été investis dans la mise en place d'une centrale électrique d'appoint au port de Poti, dans la fourniture de locomotives Diesel à la Géorgie, dans la réalisation d'un réseau de communications ferroviaires en Géorgie occidentale, et dans le matériel roulant et de réparation des voies.

Autre intervention capitale, la construction d'un nouveau pont enjambant la Natenebi, pour remplacer le viaduc ferroviaire qui s'était effondré en 1994, interrompant la seule voie de communication qui dessert la région du Caucase. Cette intervention n'a pas seulement bénéficié au trafic ferroviaire régional. En effet, cette entreprise de reconstruction, menée à bien grâce aux contributions en nature et en espèces du PAM et des gouvernements de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, est un symbole de collaboration régionale et témoigne du renforcement de la confiance mutuelle.





EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE

UNE APPROCHE AXÉE SUR LA PERSONNE HUMAINE

42. La sécurité alimentaire concerne les êtres humains. L'aide alimentaire vise ceux qui en ont le plus besoin, permet aux bénéficiaires de participer aux décisions, s'attaque directement aux origines de la faim, et dote les intéressés des compétences et des outils nécessaires pour améliorer leur sécurité alimentaire à long terme.
43. En 1995, plusieurs initiatives ont été prises pour renforcer cette approche. Dans certains cas, on est allé jusqu'à redéfinir les stratégies d'exécution des projets pour mieux cibler les ressources de développement sur les plus pauvres. En Tunisie par exemple, un projet d'alimentation dans les écoles primaires soutenu par le PAM a été reformulé, pour ne plus s'appliquer à l'échelon national, mais viser les couches de population les plus pauvres d'un nombre restreint de gouvernorats ruraux.
44. D'autres initiatives ont eu pour objet de renforcer la participation des bénéficiaires à la définition et à l'exécution des projets qui les concernent. Une intervention nutritionnelle nouvellement approuvée pour le Sénégal prévoit par exemple que la communauté sera elle-même responsable de la conduite du projet, sous l'autorité déléguée aux Centres communautaires de nutrition. En Ethiopie, l'approche participative a été incorporée dans la stratégie globale d'un projet de relèvement et de développement rural appuyé par le PAM: les ruraux concernés sont pleinement associés à l'identification, à l'exécution et à l'évaluation des activités menées sur les terres qu'ils exploitent.

A L'ECOUTE DES BÉNÉFICIAIRES

Encadré cinq

Depuis maintenant plusieurs années, le PAM cherche de nouvelles solutions garantissant que les ruraux, hommes aussi bien que femmes, puissent faire entendre leur voix en ce qui concerne la planification, l'exécution et l'évaluation des activités qui les touchent. De nombreux bureaux de pays appliquent désormais des techniques de collecte de données dites participatives, qui permettent de connaître, rapidement et pour un coût relativement modéré, les points de vue des bénéficiaires.

Au bureau du PAM à Dakha par exemple, ces techniques sont devenues partie intégrante des opérations dans le pays, et en 1995 plusieurs opérations "d'apprentissage participatif" ont été menées. L'une d'elles a porté sur les participants à l'élément construction de routes d'un grand projet vivres-contre-travail. Cette étude intitulée par les participants "La route qui nous a ouvert de nouveaux horizons", fournit des données importantes concernant les effets du projet sur la mobilité de la main-d'oeuvre, l'emploi, la production agricole, l'ouverture de nouvelles petites entreprises, et les changements qui ont touché directement les femmes. Ces informations ont été utilisées par les administrateurs du projet pour améliorer le ciblage et l'exécution.



45. L'éducation, et notamment l'enseignement de base, contribue sensiblement à l'amélioration de la vie des gens. L'alimentation scolaire permet de résoudre le problème de la faim immédiate, qui affaiblit des millions d'écoliers et réduit leur capacité d'apprentissage. Lorsqu'elle est soigneusement ciblée sur les enfants les plus défavorisés, elle peut avoir un rôle déterminant, et atténuer les écarts de scolarisation et d'assiduité entre les différentes catégories de revenus, les sexes et les régions. Les enfants issus de groupes ruraux isolés, et notamment ceux des populations nomades, ne seraient bien souvent même pas scolarisés si des repas n'étaient pas régulièrement servis à l'école. Le PAM contribue aussi à réduire l'écart entre les sexes dans l'enseignement primaire: en effet, les repas scolaires encouragent fortement les parents à inscrire les filles à l'école, et à prolonger leur scolarité.
46. En 1995, le PAM, en collaboration avec l'UNESCO, a mené à terme une synthèse des connaissances et de l'expérience acquises en matière d'aide alimentaire comme support de l'éducation. Cette étude analyse les liens entre aide alimentaire, enfants pauvres et enseignement de base, et identifie les moyens permettant de porter au maximum les effets de l'alimentation scolaire, en ajustant les horaires et la composition des repas, et, dans certains cas, en prévoyant des mesures complémentaires pour remédier aux carences en micronutriments et aux affections intestinales. Sur la base de cet examen, de nouvelles directives opérationnelles applicables aux projets d'alimentation scolaire ont été établies, afin que l'aide du PAM gagne encore en efficacité et profite mieux aux enfants pauvres tenaillés par la faim.

PROGRAMMATION PAR PAYS

47. Chaque nation est un cas d'espèce sous l'angle des problèmes humanitaires et de développement qui s'y posent. L'aide du PAM doit donc s'intégrer dans les stratégies nationales et se coordonner avec les autres programmes qui cherchent à aider les groupes les plus pauvres de bénéficiaires. En novembre 1995, le CPA a approuvé la proposition du PAM d'agir en ce sens dans le cadre d'une "approche-programme par pays". Cette approche est parfaitement compatible avec les mécanismes existants de coordination à l'échelon des pays bénéficiaires, et notamment la formule des Notes de stratégie nationale (lorsqu'elles existent ou que le gouvernement a décidé d'y souscrire) et le rôle des coordinateurs résidents de l'ONU dans le cadre des activités opérationnelles pour le développement.
48. L'établissement d'un schéma de stratégie de pays (SSP), première étape du cycle de programmation par pays, éclairera le contexte et les principes de la présence du PAM dans le pays. L'étape suivante est celle de l'établissement du document de programme de pays, qui présentera au Conseil d'administration un ensemble cohérent d'activités visant les objectifs stratégiques énoncés dans le SSP. L'examen à mi-parcours, l'évaluation finale et, le cas échéant, des rapports spéciaux d'évaluation assureront une information régulière du Conseil d'administration du PAM sur les progrès accomplis dans l'exécution de chacun des programmes de pays.
49. Lorsqu'ils établissent les SSP, les bureaux de pays engagent un dialogue approfondi avec le gouvernement et de nombreuses autres parties, elles aussi concernées, à savoir notamment divers organismes des Nations Unies, des ONG et des donateurs bilatéraux.



PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET INTERVENTION RAPIDE

50. Dans les situations d'urgence liées à des catastrophes, l'efficacité est une question de préparation et de capacité d'intervention. En 1995, le PAM a entrepris de mettre en oeuvre de nombreuses mesures pratiques pour renforcer son aptitude à intervenir sans délai et efficacement:
- Outre l'unité principale à Rome, trois autres équipes opérationnelles de cartographie d'évaluation de la vulnérabilité (CEV) ont été établies sur le terrain, à savoir au Malawi, en Zambie et en Ethiopie; la Tanzanie, Madagascar et le Sénégal devaient avoir leurs propres équipes début 1996.
 - Une cellule de cartographie a été créée pour permettre la cartographie "virtuelle" des moyens logistiques du PAM, et le suivi des livraisons de produits alimentaires en cours.
 - Des évaluations des capacités logistiques ont été faites en Afrique australe, en Iran, au port de Turkmenbashi, au Moldova, en Roumanie, au Zaïre, au Sahel, au Sri Lanka, et dans le sud de la Russie.

RENFORCER LA PRÉPARATION LOGISTIQUE

Encadré six

La mission de l'équipe renforcée d'intervention logistique pour les opérations d'urgence du PAM (ALITE) consiste à améliorer l'efficacité des livraisons alimentaires dans les opérations d'urgence. Elle est chargée d'évaluer les capacités logistiques dans les régions potentiellement à risque, d'établir des plans d'urgence à partir de scénarios, d'encourager activement l'intégration des moyens de défense militaires et civils, de constituer des équipes de réserve et des ensembles de services, et d'intégrer les nouveaux moyens de télécommunications pour faciliter la gestion logistique des opérations.

Quoiqu'elle n'ait été créée qu'en juin 1995, l'ALITE a entrepris des études de la planification d'urgence, élaboré plusieurs batteries de services, assuré la liaison avec l'OTAN en ex-Yougoslavie, assuré l'appui technique d'opérations logistiques spéciales pour les opérations régionales des grands lacs africains et du Caucase, établi et administré des réserves opérationnelles à Pise et à Nairobi, et géré les moyens de veille et de réserve, en hommes et en matériel, pour de nombreuses opérations d'urgence.

- Des missions de planification d'urgence sur la base de scénarios ont été envoyées sur le terrain et des plans ont été établis pour la région du Rwanda, le Sri Lanka, l'Europe orientale, l'Albanie, la Macédoine et l'ex-Yougoslavie.
- Des réserves stratégiques de vivres et de matériel disponibles dans les entrepôts administrés par le Département des affaires humanitaires (DAH) à Pise (Italie) et à la base logistique de l'ONU à Brindisi ont servi à appuyer les activités en Sierra Leone.
- Les moyens des équipes d'intervention rapide (EIR) du PAM, qui en 72 heures peuvent organiser des programmes d'alimentation d'urgence sur le terrain, ont été renforcés. Par exemple, une EIR a été déployée en République populaire démocratique de Corée.
- Le PAM a conclu des accords de veille avec l'organisation suisse de secours en cas de catastrophe, et avec le Conseil danois aux réfugiés pour assurer l'accès à



une réserve d'experts et de matériel pré-financés. Ces dispositifs ont déjà été utilisés pour les opérations d'urgence du PAM dans la région des Grands Lacs et en Sierra Leone.

DÉVELOPPEMENT ET SECOURS

51. Le but fondamental de l'aide humanitaire est de soulager les souffrances.
52. Mais chaque fois qu'il le peut, le PAM renforce systématiquement les liens entre secours et développement. Dès que possible, le PAM utilise des secours alimentaires pour préparer l'avenir. En 1995, par exemple, il a mis l'aide alimentaire au service les activités suivantes:
 - a) programmes de semences et d'outillage en Angola, au Rwanda, au Soudan et au Burundi;
 - b) réinstallation, rapatriement et réinsertion de réfugiés et de personnes déplacées dans les pays suivants: Angola, Cambodge, Mozambique, Myanmar, Zambie et Ouganda;
 - c) démobilisation de soldats en Angola et au Mozambique;
 - d) activités vivres-contre-travail visant la remise en état des équipements d'infrastructure endommagés par la guerre (dispensaires, écoles, routes) et des moyens de production (défrichage et amélioration de terres, étangs de pisciculture) en Angola, au Libéria, au Mozambique, au Rwanda et en Somalie;
 - e) vivres en remplacement de salaire aux fonctionnaires, par exemple enseignants ou agents de santé, pour les encourager à reprendre leurs fonctions sociales essentielles, au Rwanda, en Somalie, au Libéria et en ex-Yougoslavie.
53. Parallèlement, plusieurs projets de développement appuyés par le PAM ont été formulés ou révisés pour aider les groupes vulnérables dans les régions qui sortent peu à peu de situations d'urgence. D'autres projets, dans les régions qui sont sujettes aux crises d'urgence, ont renforcé leur composante de préparation et de prévention.



MINES TERRESTRES*Encadré sept*

A la réunion internationale sur le déminage, tenue à Genève en juillet 1995, le Directeur exécutif du PAM a fait valoir qu'il faudrait fournir un effort international concerté, tant financier que diplomatique, pour enlever les mines terrestres, et limiter, voire interdire, leur fabrication et leur vente.

Les mines antipersonnel sont en effet une catastrophe, sur le plan humanitaire, même après que les conflits aient pris fin. Chaque année, 10 000 civils sont tués par des mines, et 20 000 restent mutilés. Les estimations des Nations Unies situent entre 300 et 1 000 dollars le coût de la recherche et du désamorçage de chaque mine, ce qui porte le coût de l'élimination des 110 millions de mines posées dans 64 pays à environ 33 milliards de dollars.

Les coûts que génèrent les mines terrestres pour le PAM, pour ne parler que de lui, sont énormes. Dans des pays comme l'Afghanistan, le Guatemala, le Cambodge, le Mozambique, l'Angola et la Bosnie, les mines grèvent les coûts d'acheminement des vivres, endommagent les camions et les routes, et surtout tuent ou mutilent. Les travailleurs humanitaires n'en sont pas à l'abri.

La présence de mines fait aussi obstacle au relèvement après les conflits. Elle dissuade ceux qui ont fui de revenir chez eux et de se réinstaller dans leurs occupations; elle empêche de remettre les terres en culture, ou de les utiliser pour le pâturage ou à quelque autre fin productive; elle empêche la collecte de bois de feu, le transport de l'eau, et la collecte des produits sauvages. Elle ajoute à l'insécurité dans les situations souvent précaires qui font suite aux conflits, oblige à dépendre encore d'une aide extérieure, et hypothèque les perspectives de retrouver la sécurité alimentaire. Au Cambodge par exemple, le PAM a établi qu'une centaine de milliers de réfugiés revenus chez eux continuent de dépendre de l'aide alimentaire faute de disposer de terres agricoles déminées et rendues sûres. On estime le coût de leur alimentation pendant 12 mois à huit millions de dollars.

C'est pourquoi le PAM a décidé de participer aux activités de déminage et de sensibilisation au danger: déminer les routes secondaires; réduire au minimum les opérations aéroportées qui sont coûteuses; faciliter le retour en toute sécurité des populations qui veulent se réinstaller chez elles. Du fait de son rôle opérationnel et de sa présence sur le terrain, le PAM est une source importante d'informations sur la localisation des mines; les points de distribution de vivres sont autant de sources auxquelles se renseigner auprès de la population locale sur leur présence, et aussi de l'avertir des dangers. Dans certains cas, le PAM fournit des vivres en complément du salaire des équipes locales de démineurs, ainsi que du matériel et un soutien logistique. Au Cambodge, le PAM appuie les activités de déminage dans le cadre de son programme de relèvement villageois. Au Mozambique et en Angola, il a entrepris des projets d'un coût de un million et 2,4 millions de dollars, respectivement, pour ouvrir des corridors routiers et permettre l'acheminement terrestre de l'aide alimentaire d'urgence.

54. Au Mozambique par exemple, l'aide aux écoles primaires a été recentrée sur les zones exposées aux sécheresses. Au Kenya, un projet qui visait initialement l'amélioration des pratiques d'élevage et la conservation des sols dans le district de Turkana a été reformulé pour intégrer des éléments additionnels liés à la gestion prévisionnelle des sécheresses, aux interventions connexes et au relèvement, à la préparation des aliments et aux approvisionnements en bois de feu et en eau.



GESTION DES RESSOURCES NATURELLES: DE NOUVELLES PERSPECTIVES POUR L'AIDE ALIMENTAIRE

Encadré huit

Il est apparu impératif, dans les situations d'urgence, d'assurer la bonne gestion et la protection des ressources naturelles. Dans des pays comme le Kenya, le Malawi, la Tanzanie, le Zaïre et le Pakistan, les énormes concentrations humaines dans les camps provoquent une dégradation des terres, la contamination de l'eau et le déboisement, ce qui met en péril la sécurité alimentaire à long terme des personnes déplacées et des communautés d'accueil. La concurrence vis-à-vis des ressources peut parfois donner lieu à des conflits avec la population hôte. Des activités vivres-contre-travail sont mises en oeuvre pour assurer la conservation des sols, avec par exemple la plantation d'arbres et la confection de banquettes, et réparer les dommages infligés à l'environnement par la présence des camps. Des actions parallèles, comme la fourniture de fourneaux consommant peu de combustible et de services de meunerie, sont menées pour réduire la consommation de bois pour la cuisson.

La participation des communautés est capitale pour que ces projets, et tous ceux qui visent à mettre en valeur les ressources naturelles, aboutissent. En Inde, au Guatemala, au Pérou, en Ethiopie, pour ne nommer que quelques pays, les activités du PAM dans les secteurs de la foresterie et de l'aménagement des bassins versants reposent sur une planification, une exécution et une conduite des opérations à l'échelon villageois. La participation effective est facilitée par les actions de formation menées dans les villages à l'intention des membres des comités locaux, des femmes, des fonctionnaires locaux de contrepartie et des ONG.

PLUS D'EFFICACITÉ DANS LE TRANSPORT ET LA LOGISTIQUE

55. Le caractère complexe des grandes opérations d'urgence a continué tout au long de l'année de solliciter lourdement les capacités de transport et de logistique du PAM.
56. Au moment de la présentation du budget biennal pour l'exercice 1994-95, le Programme avait pris l'initiative d'identifier les possibilités de faire des économies sur l'acheminement des produits à destination de toutes ses opérations. Les résultats préliminaires de l'exercice indiquent que les objectifs ont été dépassés. En 1995 seulement, la négociation du transport des produits alimentaires a permis d'économiser 1,7 million de dollars de coûts de transport océanique; la poursuite des efforts visant à regrouper les expéditions a en outre permis d'économiser trois millions de dollars; d'autres mesures de rationalisation du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention des produits d'aide alimentaire ont permis d'économiser 13 millions de dollars, et l'auto-assurance des produits par le PAM a permis d'économiser 1,9 million de dollars de primes.
57. Des évaluations systématiques des activités logistiques et des caractéristiques des coûts des grandes opérations d'urgence ont été faites en Afghanistan, au Cambodge, dans la région du Rwanda-Burundi, et en ex-Yougoslavie. En outre, les modalités de livraison dans le cadre de très nombreuses opérations de moindre ampleur, en Afrique australe et occidentale et dans la Corne de l'Afrique ont été réexaminées. Dans presque tous les cas, on a pu rationaliser la logistique, et réduire les coûts de livraison.



58. Parmi les nombreuses mesures d'économie novatrices, on peut citer les suivantes:
- la remise en état et notamment le déminage des routes en Angola ont permis de reprendre le transport routier bien meilleur marché, et donc de réduire d'autant les volumes transportés au prix fort par voie aérienne;
 - la prise en charge des opérations de transport de vivres au départ du port jusqu'aux entrepôts administrés par les pouvoirs publics, au Yémen, a assuré la livraison prompte et sûre des produits, et a permis d'économiser plus de 23 dollars par tonne;
 - l'utilisation combinée du transport ferroviaire, routier et fluvial entre Dar es Salaam (Tanzanie) et Bukavu (Zaïre) a permis de ramener les coûts de 180 à 127 dollars la tonne; enfin
 - un investissement de 1,2 million de dollars dans l'amélioration des accès routiers a permis de réduire les coûts de transport entre Kampala (Ouganda) et les camps de réfugiés de Goma (Zaïre) de 13 dollars par tonne.

ACHATS LOCAUX DE PRODUITS ALIMENTAIRES: ÉCONOMIE ET EFFICACITÉ

59. Le PAM achète un tiers des produits alimentaires qu'il distribue; dans les opérations de secours, cette proportion est passée à 40 pour cent.
60. Le PAM a consacré 250 millions de dollars aux achats alimentaires, dans près de 70 pays différents, en 1995. Plus de la moitié de ces achats ont été effectués dans des pays en développement, ce qui a été avantageux à divers égards: temps gagné sur les délais de livraison, coûts de transport plus bas, caractère approprié des produits locaux, et renforcement de l'économie et du secteur agricole des pays vendeurs.

Année	Valeur (millions de dollars)	Tonnage (milliers de tonnes)	Pourcentage des livraisons totales du PAM
1991	196	926	27
1992	281	1 201	27
1993	263	1 081	31
1994	315	1 425	43
1995	250	975	35

Tableau 5

ACHATS DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM, 1991-1995

61. Ces avantages l'emportent, de loin, sur l'effort particulier qu'il faut parfois consentir pour réaliser des achats sur les marchés pas toujours bien structurés des pays en développement. Il est parfois aussi nécessaire d'encourager les entreprises privées moyennes à prendre part aux activités d'achat du PAM.
62. Plusieurs initiatives engagées en 1995 renforceront les capacités d'achat du PAM. De nouvelles procédures opérationnelles ont été établies, et des fonctionnaires spécialistes des achats ont été affectés dans des pays présentant un intérêt stratégique pour les



opérations du PAM et qui sont d'ordinaire producteurs d'excédents vivriers pouvant être achetés: Zimbabwe, Ouganda, Kenya, Tanzanie et Turquie.

ÉVALUATION DE L'INCIDENCE DE L'AIDE ALIMENTAIRE

63. En 1995, le Service de l'évaluation a effectué 13 missions d'évaluation: huit d'entre elles ont porté sur des projets individuels de développement; trois sur des opérations de secours; une a consisté en une évaluation thématique de projets d'alimentation scolaire de longue durée en Afrique de l'Ouest; et une dernière a évalué le portefeuille de projets du PAM en cours dans un pays, la Bolivie.
64. Réunir les informations nécessaires pour renforcer les politiques opérationnelles et améliorer la conception des opérations futures est l'une des composantes majeures du programme de travail du Service de l'évaluation. L'examen des évaluations portant sur des projets individuels a fait apparaître qu'il faut mettre en oeuvre des techniques plus sophistiquées d'examen préalable et de définition des projets pour mieux apprécier les aspects suivants:
 - a) avantage comparatif: caractère rentable et approprié de l'aide alimentaire;
 - b) toucher les pauvres qui souffrent de la faim: stratégies opérationnelles de ciblage des groupes vulnérables et des ménages les plus nécessiteux;
 - c) indicateurs de succès ou d'échec: procédés et procédures permettant plus de réalisme dans la formulation des objectifs des projets et de rigueur dans le suivi de leur exécution.
65. Des évaluations spéciales ont été entreprises en 1995 pour mieux apprécier les avantages comparatifs et améliorer le ciblage de l'aide. On a, par ailleurs, plus étroitement veillé à évaluer les opérations d'urgence et de secours; la nature mouvante des opérations d'urgence ne permet pas en effet d'appliquer les mêmes méthodes que dans les projets classiques de développement.
66. L'évaluation des opérations de réfugiés et personnes déplacées en Afghanistan, au Bangladesh et au Mozambique a souligné qu'il était indispensable d'identifier les indicateurs appropriés pour permettre d'engager le suivi et l'évaluation dès les stades initiaux des opérations d'urgence. Un document-cadre a été établi pour guider le choix et l'utilisation des indicateurs de résultats et d'effets des opérations de ce type.

ÉTABLIR DES ALLIANCES STRATÉGIQUES

67. Travailler en partenariat est une nécessité.
68. Le PAM est déterminé à améliorer encore la coordination, à tous les échelons des opérations d'aide humanitaire - évaluation des besoins, procédure d'appel aux donateurs, exécution, suivi et évaluation. En 1995, le PAM a effectué des missions conjointes d'évaluation des besoins avec le HCR dans 10 pays ou régions où se produisaient des situations d'urgence impliquant des réfugiés, et avec la FAO dans 17 pays ou régions frappés par des catastrophes naturelles.



RENFORCER LE SYSTÈME DE COORDINATEURS RÉSIDENTS*Encadré neuf*

Dans une lettre qu'elle a adressée à tous les directeurs de pays du PAM, le Directeur exécutif fait valoir qu' "...un système renforcé de coordinateurs résidents est la clef qui permettra d'apporter une réponse concertée de tout le système des Nations Unies à l'invitation de placer les politiques, les priorités et les programmes nationaux au coeur du processus de développement. Les fonds et programmes des Nations Unies doivent manifester qu'ils coordonnent utilement leur action en ce sens." Elle demande aux bureaux du PAM dans les pays de mettre au premier rang de leurs priorités l'appui au Coordinateur résident, en notant que "le succès du système des coordinateurs résidents dépend autant de la bonne volonté des bureaux de pays du PAM, et des bureaux extérieurs des organisations soeurs, que des coordinateurs résidents eux-mêmes". Elle invite aussi tous les agents, sur le terrain, à faire des suggestions sur les moyens propres à renforcer encore la coordination. Une synthèse des réponses reçues a été communiquée à l'Administrateur du PNUD. Le PAM poursuivra son action en faveur du renforcement du système de coordinateurs résidents, qui concorde avec la résolution 50/120 de l'Assemblée générale.

69. La participation du PAM au Sommet humanitaire de Madrid, convoqué à l'initiative de l'Union européenne en décembre 1995, et au débat tenu à l'ECOSOC sur les capacités du système des Nations Unies dans le domaine de l'aide humanitaire en juin 1995, s'est inscrite dans son effort global de collaborer avec les organisations partenaires pour sensibiliser toutes les parties aux questions humanitaires et harmoniser les stratégies d'intervention. La collaboration dans les opérations humanitaires a aussi fait l'objet d'une réunion de haut niveau entre le PAM et le Comité international de la Croix-Rouge, en septembre 1995.
70. En outre, la première consultation PAM-ONG a eu lieu en novembre, son ordre du jour ayant été établi par les ONG elles-mêmes. Le débat, ouvert et collégial, qui a porté sur des questions d'intérêt immédiat pour tous les participants - distribution de l'aide alimentaire, sécurité du personnel et méthodes d'évaluation - a permis d'approfondir la compréhension mutuelle et la capacité de travailler en bonne intelligence.
71. La négociation de mémorandums d'accord avec des ONG, qui établissent le partage des attributions entre le PAM et les ONG partenaires, a été l'une des autres initiatives importantes de l'année. Un accord a été signé, et la négociation de huit autres est en cours. Une attention particulière a été portée aux questions de conception et de mise en oeuvre, notamment pour ce qui est de la participation communautaire, de la spécificité des sexes, et de l'évaluation et du suivi de l'état de santé et de l'état nutritionnel des bénéficiaires.



TRAVAILLER EN PARTENARIAT*Encadré dix*

Le PAM collabore avec plus de 1 000 ONG nationales ou internationales, en conjuguant les compétences techniques et l'expérience des uns et des autres dans l'intérêt des bénéficiaires. Dans le sud du Soudan par exemple, le PAM et une ONG ont collaboré à la mise au point d'une méthode pilote d'analyse de l'économie alimentaire, qui permet d'évaluer les besoins d'aide alimentaire; cette méthode est maintenant appliquée à plus grande échelle.

L'Ouganda offre un autre exemple de partenariat concret. Le PAM, avec le Gouvernement ougandais, a appuyé 12 ONG dans leur action en faveur des enfants des rues, dont le nombre s'est considérablement gonflé du fait de la pauvreté, de l'insécurité et de la pandémie du SIDA. Cette coopération a permis aux produits d'aide alimentaire du PAM d'atteindre 2 100 enfants démunis, voués à la rue.

En Ethiopie, le PAM collabore depuis 1990 avec une ONG pour apporter une aide aux ménages des quartiers les plus miséreux d'Addis-Abeba. Le projet d'aide alimentaire en milieu urbain du PAM, approuvé en 1995, prendra le relais et renforcera la collaboration, jusque là informelle. Les activités prévues sont notamment les suivantes: rémunération alimentaire du travail de réfection des taudis; programmes de SMI pour les groupes à risques: femmes enceintes, enfants en passe de sevrage, et enfants sous-alimentés jusqu'à l'âge de cinq ans; activités génératrices de revenus s pour les chômeurs sans qualification ou peu qualifiés; et aide aux enfants des rues.



PLANS POUR L'AVENIR

PLAN STRATÉGIQUE ET FINANCIER, 1996-99

72. Le plan stratégique et financier du PAM, le premier dans le système des Nations Unies, a été approuvé par le CPA en mai 1995. Il prévoit un programme de travail fondé sur cinq priorités, applicables tant aux opérations qu'à la gestion:
- a) une approche axée sur la personne humaine - cibler les pauvres qui ont faim, en particulier des femmes et des enfants, et répondre à leurs besoins;
 - b) responsabilité et transparence de la gestion - pour un PAM plus responsable, plus transparent et plus efficient, avec délégation de responsabilités et traitement rationalisé des données;
 - c) modernisation des systèmes de gestion - moderniser les méthodes d'administration et de gestion du personnel, en s'appuyant sur les nouveaux systèmes de communications et d'information;
 - d) meilleure mobilisation des ressources - élargir et renforcer la base des ressources et parvenir à un financement plus prévisible; enfin
 - e) renforcement des activités de promotion - travailler en partenariat avec les autres acteurs pour placer le problème de la faim au coeur des préoccupations internationales

TRANSPARENCE DE LA GESTION

73. Le Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP) a été lancé à l'automne 1994, conformément à la volonté du Directeur exécutif d'améliorer la gestion financière et la transparence de gestion des opérations du PAM. En 1995, une "nouvelle perspective" a été définie, qui trace les grandes lignes d'une restructuration des méthodes de travail afin de responsabiliser tous les échelons de l'organisation et d'y faire progresser l'efficience.
74. Avec la rationalisation des procédures fondamentales de gestion financière et d'administration, le FMIP vise à accroître encore la capacité globale de gestion du PAM, à réduire les coûts récurrents, à mettre en place des systèmes de suivi des contributions et d'information instantanée sur la situation des ressources, des opérations et des projets. Il sera donc possible de faire le meilleur usage possible des ressources disponibles et de mieux suivre les financements, les flux de produits et les dépenses.
75. Les autres initiatives prises pour maximiser la responsabilité et l'efficacité de la gestion ont notamment consisté à:



- a) renforcer les capacités de gestion financière des bureaux de pays du PAM en recrutant des agents qualifiés en comptabilité et gestion financière (fin 1995, le PAM disposait de comptables qualifiés dans 31 pays);
 - b) gérer les fonds en espèces de manière plus efficace (un nouveau système de réapprovisionnement des comptes bancaires des bureaux de pays a été introduit);
 - c) mettre sur pied un Bureau de l'inspection et des enquêtes;
 - d) améliorer l'action consécutive à la vérification des comptes et les méthodes de vérification intérieure.
76. L'effort de responsabilisation et de transparence vaut aussi pour nos partenaires. Lorsque les institutions partenaires dans les pays bénéficiaires n'acceptent pas de respecter les exigences comptables et les impératifs de transparence pour l'aide qui est apportée, les programmes d'aide alimentaire du PAM doivent être temporairement suspendus.

SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATIONS

77. Des progrès appréciables ont été accomplis dans l'amélioration de l'efficacité et de la rentabilité des communications du PAM. Fin 1995, 57 des bureaux de pays du PAM (soit plus des deux tiers) étaient reliés à une messagerie de courrier électronique. Par ailleurs, une batterie de rapports automatisés a été mise au point pour améliorer la communication de rapports aux donateurs.
78. Le Système international d'information sur l'aide alimentaire (INTERFAIS) du PAM a encore affirmé son statut de source autorisée d'informations sur les flux mondiaux d'aide alimentaire. INTERFAIS est désormais la principale source à laquelle puise la FAO pour ses publications courantes et son fonctionnement quotidien. Le Comité de l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce utilise aussi les données d'INTERFAIS pour diagnostiquer d'éventuels effets néfastes du programme de réforme du commerce international sur les pays les moins avancés et les pays importateurs nets de produits alimentaires.

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES

79. Une stratégie articulée sur deux axes a été adoptée pour préparer les hauts fonctionnaires du PAM, leurs collaborateurs et leurs homologues de contrepartie à relever les nouveaux défis qu'affronte l'organisation. Le premier élément a été la formation de plus de 5 000 agents de contrepartie. Le PAM a contribué à étoffer les capacités des pays bénéficiaires avec 77 programmes de formation dans 43 pays en développement. Cette formation a notamment pris les formes suivantes:
- a) ateliers sous-régionaux de gestion de l'entreposage des vivres en Afrique de l'Est et de l'Ouest;
 - b) formation pour le suivi et l'évaluation dans 11 pays;



- c) formation pour la conception et l'exécution des projets; gestion des urgences; nutrition; conservation des sols et des eaux; gestion financière; et procédures d'automatisation.
80. Le second élément s'est axé sur les compétences professionnelles et gestionnaires du personnel du PAM. Pour développer la communication et l'exercice de responsabilités, un nouveau système d'optimisation des prestations professionnelles (MAP) a été introduit. Quatre retraites ont été organisées en 1995 pour traiter de la planification stratégique, de la planification opérationnelle et de la planification des carrières. Les programmes de formation du personnel ont principalement consisté en ateliers de gestion des urgences à l'intention des hauts fonctionnaires et en ateliers sur les opérations d'urgence à l'intention des agents des bureaux de pays. En outre, le Directeur exécutif a établi un groupe de réflexion chargé de recommander un système approprié d'évolution des carrières et de gestion des ressources humaines pour le PAM; ce groupe présentera son rapport en 1996.
81. L'effectif du PAM dans la filière de carrière du "Service unifié" a diminué, étant passé de 80 pour cent de l'effectif total du cadre organique international vers la fin des années 80 à 48 pour cent en 1995. Le personnel de la filière projets représente désormais la part la plus importante du pourcentage restant. De nouveaux instruments contractuels (Activités pour engagements de durée limitée) ont été définis à titre pilote, en collaboration avec d'autres organes des Nations Unies, afin de répondre à l'impératif de souplesse dans les contrats.
82. Fin 1995, le PAM comptait 1 969 agents sous contrat d'une durée d'un an ou plus. En outre, au total 270 contrats de courte durée dans la catégorie du cadre organique international ont été conclus en 1995. Par ailleurs, 1 789 agents ont été employés sur la base de contrats d'affectation temporaire: 200 agents des services généraux au siège et 1 589 agents sous contrat local de louage de services, signés par les bureaux de pays, principalement pour appuyer des opérations de logistique et d'intervention d'urgence.
83. L'année 1995 a aussi vu s'établir un meilleur équilibre entre les sexes dans les effectifs du PAM. Des efforts particuliers ont été faits pour recruter des femmes qualifiées, à tel point que 35 pour cent de l'effectif des nouvelles recrues en 1995 ont été des femmes. Au 31 décembre 1995, les femmes représentaient 25 pour cent de l'effectif du cadre organique et des catégories supérieures recruté internationalement par le PAM. Il est clair que l'effort visant à recruter davantage de femmes dans les rangs du cadre organique doit rester une priorité importante pour le PAM.



Catégorie	Bureaux de pays	Siège	Total	Pourcentage de femmes
Cadre organique, dont:	568	225	793	23
- Service unifié	170	99	269	24
- Spécialistes et catégories supérieures	2	78	80	32
- Agents contractuels de projet	167	37	204	22
- Administrateurs auxiliaires	26	11	37	43
- Volontaires des Nations Unies	104	0	104	11
- Administrateurs nationaux	99 *	0	99	21
Services généraux	892 *	284	1 176	41
EFFECTIF TOTAL	1 460	509	1 969	34

*Les chiffres pour 1995 représentent l'effectif réel des agents sous contrat permanent ou de durée déterminée. Ils ne sont pas directement comparables à ceux des années antérieures, qui correspondaient au nombre des postes.

Tableau 6

**PERSONNEL DU
PAM, PAR
CATÉGORIE ET
AFFECTATION (au
31 décembre 1995)**



RESSOURCES

DOTATION EN RESSOURCES ET FINANCEMENT: SOLUTIONS NOUVELLES

84. De nouvelles politiques de dotation en ressources et de financement du PAM ont été élaborées conjointement par le Secrétariat et les Etats Membres, et approuvées par le CPA en novembre 1995. A compter de 1996, la structure de dotation en ressources et de financement sera composée de quatre catégories de programmes (Développement, IPR, Urgences et Opérations spéciales) et de trois guichets de financement (multilatéral, multilatéral avec affectation préalable et bilatéral) par le biais desquels le PAM reçoit les contributions.
85. Cette nouvelle approche est fondée sur le principe du recouvrement intégral des coûts opérationnels et de soutien, directs et indirects. Les contributions faites au guichet multilatéral donnent au PAM la souplesse nécessaire pour allouer des ressources sans délai et de manière appropriée. Les ressources versées au guichet multilatéral avec emploi spécifique permettent aux donateurs de diriger leurs contributions vers des projets ou des opérations bien précises. En outre, le PAM intervient comme prestataire de services bilatéraux lorsqu'il se charge d'une activité qui n'est pas associée aux opérations qu'il mène mais reste conforme à son mandat.
86. En 1995, les donateurs ont mis entre une semaine et neuf mois pour confirmer leurs contributions de secours alimentaires. L'achat et l'acheminement des produits peuvent prendre jusqu'à six mois de plus. Les problèmes d'insécurité et de logistique retardent souvent les livraisons et la distribution effective aux bénéficiaires. S'efforçant de réduire ces délais, le PAM a institué des consultations régulières avec les donateurs sur la base des analyses des besoins prévisibles de ressources. Ces consultations viennent en sus de la conférence biennale d'annonces de contribution, et feront partie intégrante des nouvelles procédures de dotation en ressources et de financement.

RÉDUCTION SPECTACULAIRE DU FLUX MONDIAL D'AIDE ALIMENTAIRE

87. D'un niveau record de 17 millions de tonnes en 1993, le volume global de l'aide alimentaire est descendu à 9,5 millions de tonnes en 1995. Inévitablement, le PAM a été frappé par cette contraction brutale des disponibilités, même si sa part dans les flux mondiaux d'aide alimentaire s'est accrue depuis 1993 pour passer de 22 pour cent à près de 30 pour cent. Le niveau des ressources totales mises à sa disposition en 1995 est tombé à 1,2 milliard de dollars, contre 1,5 milliard de dollars en 1994. Or, comme les prix ont accusé une sensible hausse, chaque dollar a permis d'acheter moins de vivres.



88. Les opérations de secours ont été relativement à l'abri des fortes hausses de prix de 1995, la plupart des contributions ayant été exprimées en quantité et non pas en valeur, et les donateurs traitant prioritairement les besoins d'aide d'urgence. Les contributions affectées au développement, pour leur part, sont souvent établies en valeur. A mesure que les prix montaient au cours de l'année, les quantités mises à disposition diminuaient. Dans une certaine mesure, le PAM a pu parer aux effets de la hausse des prix en modifiant l'assortiment de ses produits d'aide, pour fournir des denrées meilleur marché.

RÉFORME DU COMMERCE INTERNATIONAL ET AIDE ALIMENTAIRE

Encadré onze

Au second semestre 1995, les pays les moins avancés à déficit alimentaire ont été frappés par un net alourdissement de leur facture d'importations vivrières. Les cours mondiaux des céréales ont augmenté d'environ 50 pour cent; il s'est aussi produit un tassement des disponibilités de denrées exportables à des prix subventionnés et une forte réduction du niveau de l'aide alimentaire. Sur vingt ans, c'est 1995 qui a vu les flux d'aide alimentaire atteindre leur plus bas niveau; leur part dans la satisfaction des besoins des pays à faible revenu et à déficit vivrier a été la plus faible jamais enregistrée.

On s'interroge de toutes parts pour savoir quelle part de responsabilité revient à la libéralisation du commerce international décidée au terme du cycle de négociations d'Uruguay du GATT dans la conjoncture alimentaire observée à l'échelon mondial. De toute évidence, plusieurs facteurs ont joué, y compris des conditions météorologiques défavorables. Mais il ne fait guère de doute que les réformes des politiques ont contribué à réduire très fortement les excédents aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. On prévoit que le rapport des stocks céréaliers à la consommation annuelle mondiale atteindra son plus bas niveau depuis 20 ans en 1995/96; or, la plus grande partie de ces stocks n'est plus détenue par les gouvernements. Le brutal déclin des stocks céréaliers mondiaux a eu un rôle dans l'envol des cours mondiaux des céréales principales en 1995. Et l'on ne peut exclure pour les quelques années à venir une volatilité accrue de ces cours.

L'Acte final d'Uruguay exprime l'engagement d'assurer la disponibilité de niveaux suffisants d'aide alimentaire pendant la mise en oeuvre du programme de réforme pour répondre aux besoins légitimes des pays en développement. Alors même que des recherches extrêmement poussées sont menées pour évaluer les effets macro-économiques de l'Uruguay Round, on se préoccupe beaucoup moins du contrecoup de ces programmes de réforme sur les ménages les plus pauvres des pays à faible revenu et à déficit alimentaire, et de ce que la communauté internationale peut faire de concret pour relever le gant.

Le PAM est membre d'un groupe informel interorganisations, qui comprend la FAO, le FMI et la Banque mondiale, constitué pour surveiller la situation alimentaire mondiale et étudier la manière de définir des programmes jouant le rôle de filets de sécurité, spécifiques à certains pays, pour aider les ménages les plus pauvres à franchir le cap des réformes. Le PAM plaide aussi activement en faveur de ces programmes de filets de sécurité aux réunions de l'Organisation mondiale du commerce, auprès de laquelle il a le statut d'observateur.

MOBILISATION DES RESSOURCES

89. Dans un climat de restriction des budgets d'aide, la mobilisation de ressources est devenue prioritaire. Des actions ont été entreprises pour identifier de nouveaux

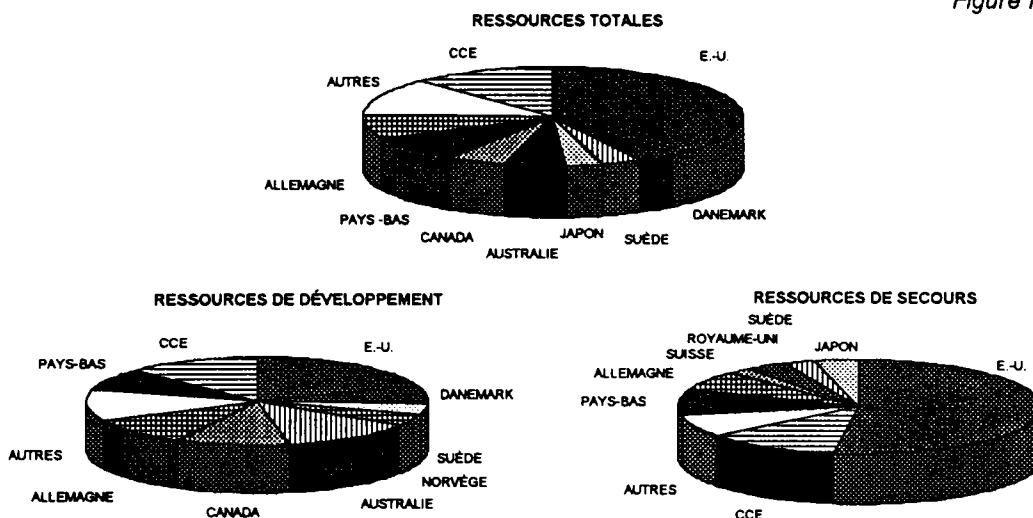


donateurs et des contributeurs non traditionnels, et solliciter de nouvelles sources de financement dans les pays déjà donateurs.

90. Les donateurs ont répondu à environ 85 pour cent des besoins estimatifs pour les activités de secours du PAM, ce qui a permis de fournir des vivres en suffisance dans la plupart des situations d'urgence. Toutefois, plusieurs opérations (Libéria, Sierra Leone, Iraq, République populaire démocratique de Corée) n'ont pu être approvisionnées à la hauteur des besoins. Dans ces cas, le PAM a dû s'accommoder de la petite quantité de ressources que lui apportent les donations immédiates et sans restriction aucune pour combler les insuffisances ou atténuer, partiellement seulement, les souffrances des populations touchées.

PRINCIPAUX DONATEURS: ANNONCES DE CONTRIBUTION ET CONTRIBUTIONS, 1995-96 (au 31 décembre 1995)

Figure III



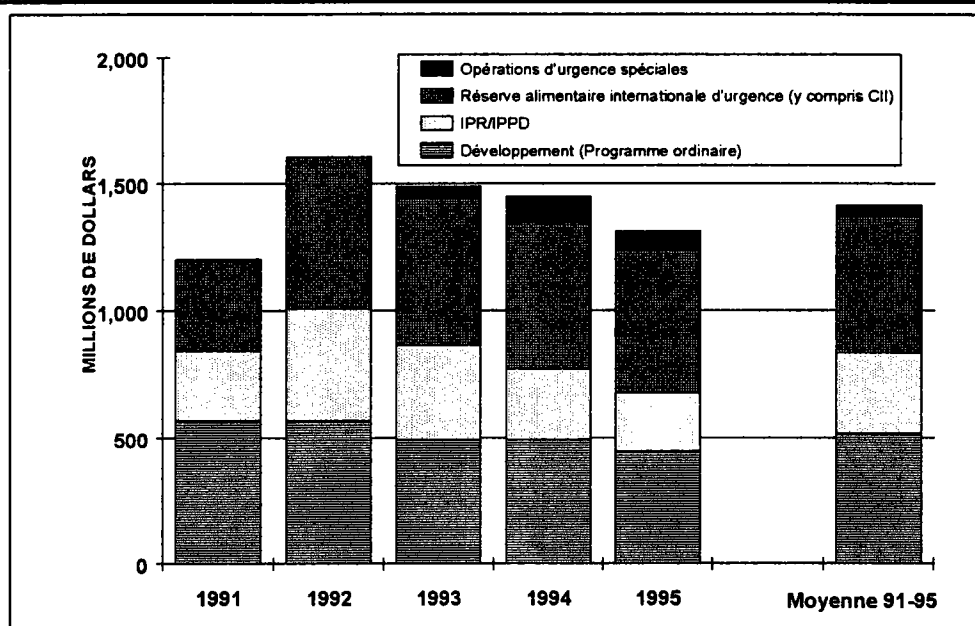
91. En 1995, les contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) qu'administre le PAM se sont élevées à 1,1 million de tonnes de produits, d'une valeur de 542 millions de dollars, soit un niveau sensiblement égal à celui de 1994. Les contributions faites au titre des interventions prolongées en faveur de réfugiés et de personnes déplacées se sont élevées à 549 000 tonnes, d'une valeur de 230 millions de dollars, soit un recul d'environ un quart par rapport à l'année précédente.
92. Les contributions au Compte d'intervention immédiate (CII) se sont élevées au total à 19 millions de dollars en 1995, ce qui est bien loin de l'objectif annuel de 30 millions de dollars. En 1995, le CII a été remanié pour devenir un Fonds à la fois renouvelable et à reconstituer, avec un niveau d'objectif de 35 millions de dollars, dont cinq millions de dollars réservés aux besoins logistiques immédiats.
93. Le PAM a aussi administré 74 millions de dollars de contributions en espèces faites au titre des Opérations d'urgence spéciales pour fournir une gamme de services d'appui logistique et autres dans le cadre des grandes opérations de secours. Les ressources de développement se sont élevées en 1995 à 983 000 tonnes de produits, d'une valeur de



434 millions de dollars. En tonnage, ce volume accuse une baisse d'environ 15 pour cent par rapport à l'année précédente. Le PAM a été dans l'impossibilité de satisfaire intégralement aux besoins des projets de développement approuvés. Les céréales représentent environ 90 pour cent des livraisons d'aide alimentaire du PAM.

ÉVOLUTION DES CONTRIBUTIONS ET DES ANNONCES DE CONTRIBUTION AU PAM, 1991-95

Figure IV



ARTICLES NON ALIMENTAIRES

94. Conformément au principe d'un recentrage de l'aide vers les pays et les communautés les plus pauvres, le PAM est de plus en plus souvent appelé à fournir des articles non alimentaires en complément de son aide alimentaire. Les donateurs ont mis à sa disposition en 1995 l'équivalent de 10 millions de dollars d'articles de cette catégorie au bénéfice de projets de développement. En outre, le PAM a acheté pour environ 20 millions de dollars d'articles non alimentaires (y compris pour 3,6 millions de contrats de services de spécialistes), soit un accroissement de 25 pour cent par rapport à 1994.
95. Pour améliorer l'efficacité des opérations d'achat, chaque fois que possible, des contrats génériques d'achat d'une durée d'un à deux ans ont été négociés avec des fournisseurs pour livraison immédiate ou livraison échelonnée, à prix fixe, de matériel standard, à savoir: carburant, entrepôts mobiles, matériel de communications et autres besoins d'urgence. Ces dispositifs permettent au PAM de passer commande, rapidement et à bon prix, de ces articles.



SERVICES BILATÉRAUX

96. Le PAM assure pour le compte des donateurs des prestations de services à l'appui de leurs programmes bilatéraux d'aide alimentaire. Du point de vue des donateurs, utiliser les services du PAM permet de réaliser des économies d'échelle appréciables, et de mieux coordonner les flux d'aide alimentaire. Il a été demandé au PAM de fournir pour 141 millions de dollars de services de ce type en 1995, notamment achats de produits alimentaires, organisation du transport de l'aide alimentaire, et suivi de sa distribution.

BUDGET, DÉPENSES ET SITUATION DE TRÉSORERIE

97. En 1995, le PAM a géré environ 1,2 milliard de dollars de ressources, produits alimentaires et espèces confondus, destinées aux pauvres et à ceux qui ont faim dans l'ensemble du monde en développement.
98. Les dépenses du PAM en 1995 ont comporté 95 millions de dollars au titre de l'administration et du soutien au programme (ASP), soit huit pour cent de la valeur totale des opérations appuyées par le PAM.
99. Le Directeur exécutif s'est engagé devant le CPA à ce que le PAM contienne, au cours de l'exercice actuel, ses dépenses d'ASP dans les limites des ressources disponibles. Les mesures de réduction des coûts engagées en 1994 ont eu un effet appréciable sur les dépenses de 1995. Les dépenses effectives d'ASP en 1995 n'ont été que de 95 millions de dollars, contre une estimation budgétaire initialement établie à 110 millions de dollars.

Source de financement	Valeur (millions de dollars)
Développement (Programme ordinaire), y compris ASP	436
IPR/IPPD	187
Réserve alimentaire internationale d'urgence (y compris CII)	424
Opérations bilatérales, d'urgences spéciales et autres	144
TOTAL	1 191

Tableau 7

DÉPENSES DU PAM EN 1995 (par source de financement)

BUDGET DU PAM POUR 1996-97

100. En novembre 1995, le PAM a proposé un budget d'ASP à croissance nominale négative pour l'exercice 1996-97; celui-ci a été approuvé par le CPA. Ce budget a rompu avec le passé à divers autres titres:
- il a été établi à partir de la base, dans le sens ascendant, c'est-à-dire à partir des activités opérationnelles des bureaux de pays;



- b) il est axé sur les activités prioritaires nécessaires pour satisfaire aux priorités stratégiques du PAM;
 - c) il s'agit d'un budget unifié, fondé à la fois sur les éléments opérationnels et l'appui au programme;
 - d) le budget d'ASP est souple, et sera ajusté en fonction du niveau des opérations.
101. Le budget approuvé est fondé sur la livraison annuelle prévisionnelle de 2,8 millions de tonnes d'aide alimentaire et sur les coûts correspondants d'administration et de soutien au programme pour l'exercice, à savoir un montant total de 228,9 millions de dollars.



Annexes et tableaux statistiques



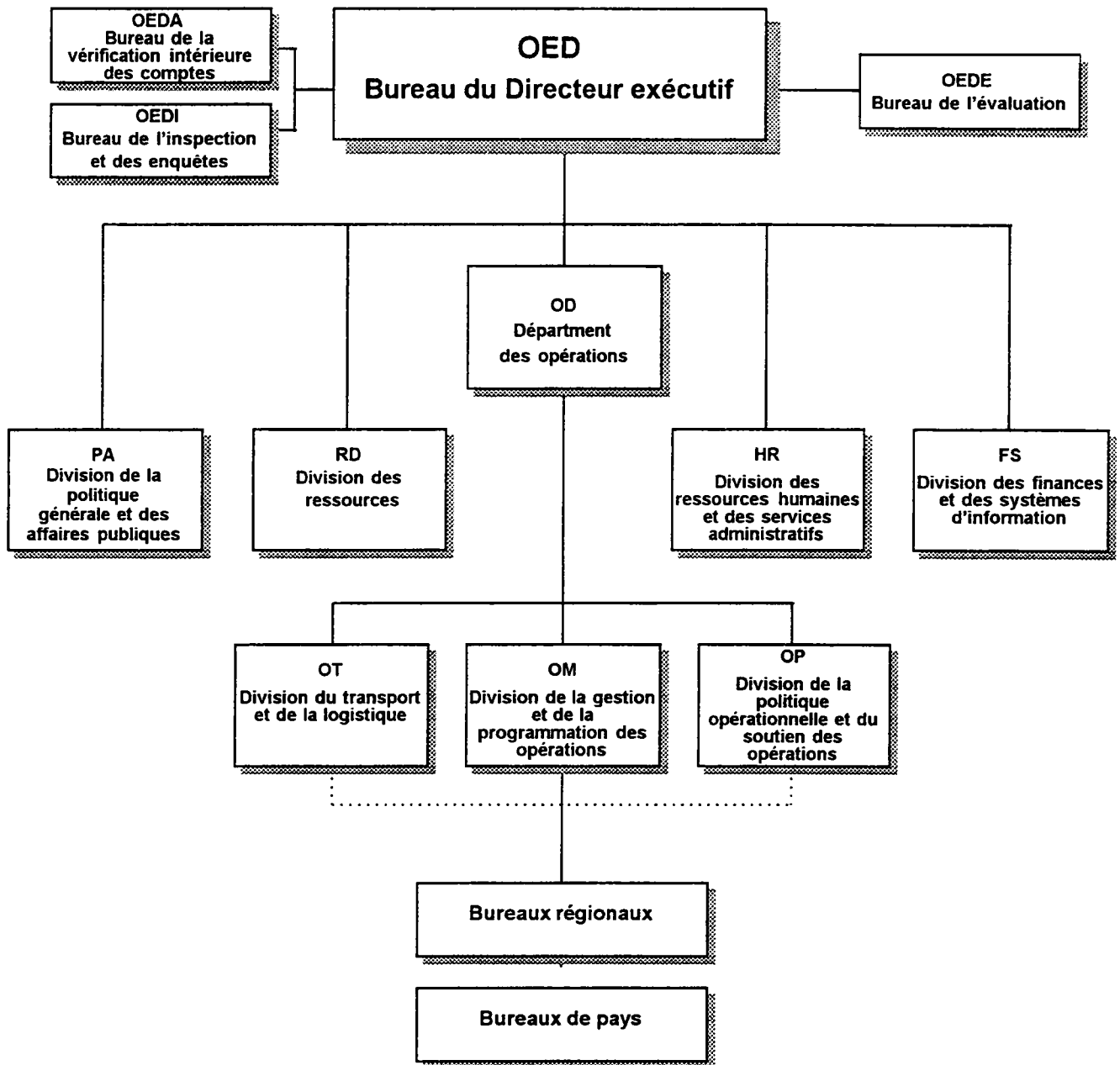


Annexe I

Organigramme



Programme
alimentaire
mondial





Annexe II

PROJETS DE DEVELOPPEMENT APPROUVES EN 1995						
Pays, numéro du projet	Titre du projet	Nombre de bénéficiaires par an	Total des engagements alimentaires du PAM	Coût total pour le PAM	Coût total	Durée
		(en milliers)	(en milliers de tonnes)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(années)
Bangladesh 2226 (Elarg.7)	Développement des groupes vulnérables: appui aux femmes rurales pour les aider à sortir de la misère	718	140,1	26,4	107,6	2
Bolivie 2795 (Elarg.2)	Alimentation scolaire dans la zone du projet de Cotagaita, San Juan del Oro (Potosí)	33	15,3	5,1	7,3	4
Burkina Faso 4959	Alimentation complémentaire des groupes vulnérables	55	20,8	9,7	23,5	4
Chine 5181	Développement agricole intégré dans les monts Wuling, province de Guizhou	220	91,7	15,7	28,8	5
Ethiopie 5403	Dispositif d'assistance alimentaire en milieu urbain	38	8,3	4,0	7,1	4
Guatemala 5279	Construction d'infrastructure dans les zones déprimées anciennement touchées par des troubles intérieurs	135	77,6	10,1	43,0	4
Haiti 5583	Relevement agricole et conservation des sols dans des zones montagneuses marginales	54	7,7	4,5	5,7	3
Honduras 5609	Gestion des forêts avec la participation des bénéficiaires	85	27,3	7,1	10,8	5
Inde 5569	Amélioration de la sécurité alimentaire dans les zones sous régime tribal du Bihar et de l'Orissa grâce à des activités forestières	832	61,3	20,1	51,5	3
Kenya 2502 (Elarg.3)	Aide alimentaire aux enfants des écoles maternelles et primaires dans les zones arides et semi-arides (ZASA)	235	63,4	17,9	26,2	5
Malawi 4780 (Elarg.1)	Alimentation des groupes vulnérables	213	19,0	10,2	17,0	3
Népal 5572	Travaux d'infrastructures à l'intention des communautés rurales	150	45,4	20,7	37,6	5
Sao Tome-et-Principe 5392	Appui à la réforme agraire et au développement agricole	15	6,4	4,5	4,8	4
Sénégal 5655	Nutrition communautaire	88	18,1	4,3	27,1	4
Syrie 2746 (Elarg.2)	Aide à la plantation d'arbres fruitiers	75	35,7	11,6	44,4	5
Viet Nam 5325	Amélioration et mise en état des digues maritimes dans le nord du Viet Nam	375	94,9	25,3	41,6	4
Bangladesh 2197 (Elarg.9)	Programme de développement rural (révision budgétaire approuvée par le CPA)	5 229	117,3	23,4	41,0	1
Népal 3718	Aide du PAM pour l'alimentation des élèves aux écoles primaires (révision budgétaire approuvée par le CPA)	189	8,8	5,0	5,5	1,5
Total		8 739	929,3	248,2	530,5	
Augmentations budgétaires	(approuvées par le Directeur exécutif)		70,2	22,6		





Annexe III

**OPERATIONS D'INTERVENTIONS PROLONGEES EN FAVEUR DE REFUGIES ET DE PERSONNES DEPLACEES
APPROUVEES EN 1995**

Pays, numéro de l'opération	Titre de l'opération	Nombre de bénéficiaires (en milliers)	Total des engagements alimentaires du PAM (en milliers de tonnes)	Coût total pour le PAM (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Durée (années)
Afghanistan 5086 (Elarg.3)	Secours et relèvement en Afghanistan	1 600	180	74,9	88,4	1
Algérie 4155 (Elarg.5)	Aide alimentaire aux réfugiés du Sahara occidental	80	10	4,7	6,7	1
Angola 5602	Aide alimentaire en faveur de personnes déplacées et des victimes de la guerre	1 300	91	49,2	74,7	1,5
Burkina Faso 5702	Aide aux Touaregs réfugiés au Burkina Faso	33	6	2,7	4,1	1
Cambodge 5483 (Elarg.1)	Programme de relèvement au Cambodge en 1995	-	10	4,2	37,0	0,5
Cambodge 5483 (Elarg.2)	Programme de relèvement en faveur des rapatriés, des personnes déplacées et des groupes vulnérables	1 600	33	19,4	32,8	1
Djibouti 4960 (Elarg. 1)	Aide alimentaire aux réfugiés éthiopiens et somalis	30	4	2,7	4,3	1
Ethiopie 5241 (Elarg.1)	Aide alimentaire en faveur des Somalis, Soudanais, Djiboutiens et Kényens réfugiés en Ethiopie ainsi que des rapatriés éthiopiens provenant de pays voisins	420	114	46,3	69,2	1,5
Iran 4258 (Elarg.6)	Alimentation des Afghans réfugiés en Iran et soutien au rapatriement	522	1	0,6	17,7	1
Kenya 4961 (Elarg.2)	Aide alimentaire aux réfugiés somalis, éthiopiens et soudanais	230	62	30,9	68,8	1,5

Suite



Annexe III

**OPERATIONS D'INTERVENTIONS PROLONGEES EN FAVEUR DE REFUGIES ET DE PERSONNES DEPLACEES
APPROUVEES EN 1995**

Pays, numéro de l'opération	Titre de l'opération	Nombre de bénéficiaires (en milliers)	Total des engagements alimentaires du PAM (en milliers de tonnes)	Coût total pour le PAM (en millions de dollars)	Coût total	Durée (années)
Libéria 4604 (Elarg. 4)	Libériens et Sierra léoniens déplacés à l'intérieur de leur pays et personnes réfugiées au Libéria, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et en Guinée	2 585	213	97,6	142,0	1
Mauritanie 5413 (Elarg. 1)	Aide alimentaire aux réfugiés maliens	80	11	6,2	11,5	0,83
Népal 5324 (Elarg. 1)	Aide alimentaire aux réfugiés bhoutanais au Népal	90	40	16,4	28,5	2
Pakistan 4256 (Elarg. 6)	Filet de sécurité et restauration de l'environnement après le passage des réfugiés au Pakistan	337	13	5,1	20,5	1
Sénégal 4271 (Elarg. 3)	Assistance aux réfugiés de Mauritanie au Sénégal	50	10	3,5	5,4	1
Sri Lanka 5346 (Elarg. 2)	Assistance aux personnes déplacées	55	9	3,3	4,4	1
Soudan 4168 (Elarg. 4)	Aide alimentaire aux réfugiés éthiopiens et érythréens	200	46	19,3	30,7	1,5
Ouganda 5623	Aide aux Soudanais, Zairois et Rwandais réfugiés en Ouganda	320	97	37,7	61,9	1,5
Zambie 5428 (Elarg. 1)	Aide alimentaire aux réfugiés provenant d'Angola et du Zaïre	13	2	0,6	2,2	1
Total		9 545	1 003	443,9	710,8	
Augmentations budgétaires			51	18,6		



Annexe IV

OPERATIONS D'URGENCE APPROUVEES EN 1995					
Pays, numéro de l'opération	Titre de l'opération	Nombre de bénéficiaires	Total des engagements alimentaires du PAM	Coût total	Durée
		(en milliers)	(en milliers de tonnes)	(en millions de dollars)	(mois)
Angola 5298 (Elarg.2)	Aide aux personnes déplacées et victimes de la guerre	1 345	53,5	31,3	8
Angola 5698	Aide à la mobilisation	255	15,8	8,5	5
Arménie 5301 (Elarg.1)	Aide alimentaire d'urgence en faveur de réfugiés, des personnes déplacées et groupes vulnérables en Arménie	350	29,5	16,5	12
Azerbaïdjan 5302 (Elarg.1)	Aide alimentaire d'urgence en faveur de réfugiés, de personnes déplacées et des groupes vulnérables à l'intérieur du pays	447	37,8	21,2	12
Erythrée 5725	Aide alimentaire d'urgence en faveur des rapatriés érythréens en provenance du Soudan	100	21,9	9,1	12
Ethiopie 5635	Aide alimentaire d'urgence en faveur de victimes des mauvaises récoltes	700	67,2	25,7	12
Gaza/Rive occidentale 5585	Réinsertion des victimes de l'après-guerre dans la bande de Gaza et de Jéricho	36	1,8	0,9	6
Ghana 5245 (Elarg.3)	Aide aux togolais réfugiés au Ghana	91	4,5	1,9	6
Ghana 5452 (Elarg.1)	Aide aux personnes déplacées à l'intérieur du pays	180	9,4	3,2	7
Iraq 5311 (Elarg.3)	Aide alimentaire en faveur des personnes vulnérables et démunies	-	63,1	24,4	6
Iraq 5311 (Elarg.4)	Aide alimentaire en faveur des personnes vulnérables et démunies	2 151	121,2	61,7	3
Corée R.D.P. 5710	Aide alimentaire d'urgence en faveur des victimes des inondations	500	20,9	8,9	3
Laos 5725	Aide alimentaire aux victimes des inondations	150	10,8	4,6	6
Lesotho 5640	Aide aux victimes de la sécheresse	185	13,0	3,9	6
Malawi 5639	Aide aux victimes de la sécheresse	370	28,1	9,1	6
Mozambique 5638	Aide aux victimes de la sécheresse	300	55,3	17,1	12
Philippines 5822	Aide aux victimes de catastrophes naturelles aux Philippines	100	2,6	0,9	2
Fédération de Russie 5665	Aide alimentaire d'urgence en faveur des personnes déplacées en Tchétchénie	220	6,3	4,1	5
Rwanda 5624	Aide alimentaire aux victimes du conflit au Rwanda/Burundi	2 996	502,1	282,4	12
Swaziland 5671	Aide aux victimes de la sécheresse	90	15,9	5,1	8
Viet Nam 5889	Aide aux réfugiés vietnamiens en provenance du Cambodge	10	1,4	0,4	9
Ancienne Yougoslavie 5142 (Elarg.3)	Aide alimentaire d'urgence en faveur de réfugiés, de personnes déplacées et autres populations touchées par la guerre dans les cinq républiques de l'ancienne Yougoslavie	2 109	142,1	87,3	6
Zambie 5637	Aide aux victimes de la sécheresse	370	45,0	19,5	6
Total		13 055	1 296,2	665,2	
Augmentations budgétaires			27,0	17,5	





TABLEAU 1: VENTILATION DES DEPENSES DU PAM¹ PAR CATEGORIE DE PROJET, 1991-95 (en milliers de dollars)

	1991		1992		1993		1994		1995	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
TOTAL POUR L'ENSEMBLE DES REGIONS	1 326 734	100	1 571 907	100	1 481 553	100	1 392 720	100	1 096 412	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions										
DEVELOPPEMENT	487 751	37	469 746	30	398 351	27	311 474	22	340 844	31
Développement agricole et rural	275 739		268 739		217 380		180 923		174 996	
Production agricole	202 180		195 427		141 705		134 919		149 201	
Réserves alimentaires	(1 109)		1 538		4 652		(17)		3 896	
Infrastructure rurale	39 800		39 709		58 243		29 596		19 197	
Colonisation agraire	34 869		32 066		12 770		16 425		2 702	
Mise en valeur des ressources humaines	211 812		201 006		181 006		130 551		165 848	
SMI et écoles primaires	137 057		191 642		169 288		109 486		140 684	
Enseignement secondaire et autres types de formation	14 755		9 364		11 708		21 065		25 164	
Autres	200		1		5		0		0	
SECOURS	556 325	44	868 092	55	865 820	58	873 501	63	613 924	56
Urgence	275 485		464 848		541 288		609 815		426 377	
Catastrophes d'origine humaine	151 561		199 788		366 533		494 078		363 700	
Sécheresse/mauvaises récoltes	110 308		256 679		169 323		110 627		60 277	
Catastrophes naturelles soudaines	3 615		8 380		5 432		5 110		2 400	
IPR	310 840		403 244		324 533		263 686		187 547	
Opérations prolongées en faveur de personnes déplacées	27 111		41 257		141 649		109 119		116 180	
Opérations prolongées en faveur de réfugiés	283 729		361 987		182 883		154 567		71 367	
EXTRA-BUDGETAIRE	252 658	19	234 069	15	217 342	15	207 745	15	141 644	13

¹ A l'exclusion des frais administratifs, de soutien aux programmes et autres dépenses non liées aux opérations. Sont également exclues les dépenses d'opérations telles que les primes d'assurance et les coûts d'entreposage qui ne peuvent être divisés par projet/opération. De 1991 à 1995, ces frais se sont montés respectivement à 105,1, 114,0, 108,5, 107,1 et 95,0 millions de dollars. Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.



TABLEAU 2: VENTILATION DES DEPENSES DU PAM¹ PAR PAYS, REGION ET CATEGORIE D'AIDE, 1991-95 (en milliers de dollars)

	1991				1992			
	Développement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Développement	Secours	Extra- budgétaire	Total
AFRIQUE SUBSAHARIENNE								
Angola	4 261	15 082	6 682	26 024	3 923	33 995	8 662	46 580
Bénin	1 877	- 7	178	2 048	3 684	- 10	4	3 678
Botswana	2 397	0	116	2 513	4 239	2 001	- 31	6 209
Burkina Faso	5 383	- 2	91	5 471	3 037	75	58	3 170
Burundi	1 585	0	8	1 594	2 082	0	71	2 152
Cameroun	4 320	2 400	181	6 901	811	- 116	149	844
Cap-Vert	5 845	0	922	6 767	6 132	0	1 746	7 878
République centrafricaine	2 218	991	76	3 285	2 298	1 736	170	4 205
Tchad	6 680	4 418	2 211	13 309	7 312	- 294	- 47	6 971
Comores	841	0	95	935	1 595	0	2	1 597
Congo	1 224	0	0	1 224	854	0	0	854
Côte d'Ivoire	5 110	36	466	5 612	4 503	- 161	39	4 381
Djibouti	476	1 710	- 134	2 052	167	201	1 507	1 875
Guinée équatoriale	2 181	0	6	2 188	1 218	0	251	1 489
Erythrée	0	0	0	0	0	15 695	0	15 695
Ethiopie	12 372	159 156	77 277	248 804	10 944	86 489	33 135	130 568
Gambie	4 403	1 238	7	5 648	3 995	- 39	19	3 975
Ghana	13 749	0	318	14 067	6 116	0	199	6 315
Guinée	1 305	2 449	464	4 218	4 525	- 1 187	152	3 491
Guinée-Bissau	1 546	180	128	1 855	2 884	150	543	3 577
Kenya	8 997	1 331	317	10 645	8 174	52 265	11 329	71 769
Lesotho	8 354	0	446	8 800	6 822	4 827	562	12 211
Libéria	0	74 700	4 046	78 745	0	67 688	1 862	69 551
Madagascar	1 159	6 664	186	8 008	1 439	9 859	638	11 937
Malawi	2 350	56 185	746	59 281	3 394	129 286	7 249	139 929
Mali	3 984	0	- 96	3 887	4 636	0	132	4 768
Mauritanie	3 657	6 996	876	11 529	4 192	609	636	5 436
Maurice	2 404	0	0	2 404	1 436	0	- 17	1 419
Mozambique	6 473	25 445	3 774	36 692	2 806	82 785	14 977	100 567
Namibie	0	2 470	45	2 514	1 577	4 970	470	7 017
Niger	8 515	1 579	97	10 190	13 279	654	635	14 569
Rwanda	1 153	510	1 506	3 170	1 751	5 569	- 16	7 304
Sao Tomé-et-Principe	1 978	0	129	2 107	5 156	0	541	5 697
Sénégal	3 312	5 530	134	8 977	6 172	3 591	46	9 809
Seychelles	136	0	2	138	108	0	18	126
Sierra Leone	1 906	62	290	2 258	2 794	- 81	221	2 934
Somalie	- 449	11 826	412	11 789	- 259	43 332	20 831	63 904
Soudan	8 945	18 554	87 515	115 015	7 125	37 402	50 325	94 852
Swaziland	991	1 056	17	2 065	697	6 852	72	7 622
Tanzanie	5 827	648	406	6 881	3 536	- 51	459	3 944



1993				1994				1995			
Dvpt	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dvpt	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dvpt	Secours	Extra- budgétaire	Total
1 381	37 277	18 705	57 362	221	82 693	23 947	106 861	- 215	33 348	9 217	42 351
2 299	3 353	1 638	7 290	1 496	422	536	2 454	5 604	422	- 134	5 893
3 242	944	522	4 708	3 149	7	127	3 283	4 655	0	111	4 766
6 893	457	60	7 409	2 844	9	145	2 998	7 739	660	31	8 430
3 464	1 076	428	4 968	1 159	54 163	8 867	64 189	2 238	1 824	12 464	16 526
1 633	255	15	1 872	1 779	0	643	2 422	2 383	0	110	2 493
5 480	0	125	5 606	2 847	0	1 799	4 646	7 759	0	1 417	9 176
1 448	4 314	- 18	5 744	- 299	3 420	0	3 122	128	-1 517	0	-1 389
5 447	- 11	50	5 485	4 876	0	66	4 942	7 401	0	212	7 613
1 647	0	2	1 649	- 25	0	0	- 25	1 513	0	0	1 513
881	203	0	1 083	217	219	9	445	- 45	1	0	- 43
5 755	0	580	6 335	3 871	0	592	4 463	2 633	2	29	2 664
439	2 005	395	2 839	157	3 010	117	3 284	389	3 032	275	3 696
2 720	0	113	2 832	- 30	0	- 3	- 33	2 242	0	0	2 242
2	14 532	709	15 243	0	26 349	4 389	30 738	485	3 989	3 753	8 228
16 331	66 463	18 485	101 280	1 206	17 956	7 022	26 184	16 550	38 731	8 308	63 589
2 224	17	398	2 640	2 970	0	2	2 972	- 236	0	0	- 236
8 348	5 037	1 626	15 011	3 483	4 940	834	9 257	3 098	6 250	252	9 600
3 125	0	341	3 466	2 691	0	- 418	2 273	898	15	140	1 052
3 722	522	- 15	4 229	2 053	162	6	2 220	1 137	695	27	1 859
16 028	68 950	3 939	88 918	340	40 583	7 784	48 706	-1 209	7 455	3 434	9 679
6 065	648	387	7 100	4 077	1 220	371	5 667	3 902	3 034	376	7 311
0	62 068	3 908	65 976	0	58 742	6 262	65 004	0	59 350	4 450	63 801
1 955	852	74	2 881	1 363	- 246	288	1 405	1 310	58	3 486	4 854
2 419	64 829	1 661	68 909	3 972	39 936	1 570	45 478	2 929	20 004	3 992	26 925
3 142	0	14	3 156	1 745	0	27	1 772	4 172	0	41	4 213
5 122	14 811	1 198	21 131	2 247	4 626	386	7 259	5 345	1 985	- 83	7 246
1 457	0	0	1 457	58	0	0	58	2 336	0	0	2 336
2 516	52 529	3 775	58 820	6 851	33 610	7 237	47 697	2 368	11 789	1 836	15 992
2 953	131	907	3 991	- 871	761	73	- 36	674	709	52	1 435
5 885	- 269	471	6 087	5 770	0	1 350	7 120	7 291	0	779	8 069
3 300	46 313	4 325	53 939	76	42 883	4 780	47 738	2 164	138 198	10 352	150 714
1 913	0	695	2 608	1 386	0	0	1 387	2 181	0	0	2 181
5 051	3 531	0	8 582	2 918	84	19	3 021	3 608	1 283	1 046	5 938
40	0	84	125	- 2	0	0	- 2	0	0	0	0
2 853	0	1 912	4 764	1 406	0	- 523	883	2 911	0	84	2 995
0	55 339	21 112	76 451	6	15 253	9 816	25 075	1	15 724	8 218	23 943
4 587	39 741	46 524	90 853	6 287	74 647	29 762	110 696	5 745	1 699	-5 016	2 427
4	3 813	2 177	5 993	0	2 252	- 8	2 244	0	1 432	73	1 506
2 674	2 683	2 324	7 681	699	37 137	5 651	43 487	1 407	18 683	1 808	21 898

Suite



TABEAU 2: VENTILATION DES DEPENSES DU PAM¹ PAR PAYS, REGION ET CATEGORIE D'AIDE, 1991-95 (en milliers de dollars)

	1991				1992			
	Développement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Développement	Secours	Extra- budgétaire	Total
AFRIQUE SUBSAHARIENNE (suite)								
Togo	648	0	18	666	1 288	0	0	1 288
Ouganda	6 838	10 853	369	18 060	4 346	6 373	122	10 841
Zaire	0	2 187	0	2 187	0	5 870	0	5 869
Zambie	1 926	986	289	3 202	2 206	17 636	4 042	23 883
Zimbabwe	0	4 188	5	4 192	0	59 140	0	59 140
Non spécifié	0	0	0	0	0	0	4 255	4 255
Total région	156 877	419 421	190 621	766 915	152 994	677 111	166 018	996 125
ASIE MERIDIONALE ET ORIENTALE								
Bangladesh	46 611	- 27	994	47 578	64 485	10 185	1 881	76 551
Bhoutan	4 031	0	- 3	4 028	3 031	0	60	3 090
Cambodge	0	0	9 050	9 050	0	0	23 177	23 177
Chine	21 629	0	- 5	21 624	28 120	0	0	28 120
Inde	45 435	0	38	45 473	43 878	0	101	43 980
Indonésie	6 153	1 510	- 30	7 634	12 657	1 826	254	14 738
Corée, R.D.P. de	0	0	0	0	0	0	0	0
Laos, Rép. démoc. pop.	23	5	- 64	- 36	0	3 433		3 433
Mongolie	0	0	2 464	2 464	0	0	- 194	- 194
Myanmar	0	0	13	13	0	0	3	3
Népal	972	- 6	137	1 103	1 344	4 536	163	6 043
Pakistan	10 007	85 420	1 842	97 269	2 822	82 853	1 208	86 882
Philippines	946	3 030	0	3 977	573	2 044	0	2 618
Samoa	0	0	0	0	0	1 378	0	1 378
Sri Lanka	1 888	0	110	1 997	2 643	2 021	981	5 645
Thaïlande	0	0	27 638	27 638	0	0	23 414	23 414
Vanuatu	0	0	0	0	0	- 22	0	- 22
Viet Nam	16 722	- 171	150	16 700	11 511	295	408	12 214
Total région	154 417	89 761	42 334	286 512	171 064	108 549	51 456	331 070
AMERIQUE LATINE ET CARAIBES								
Antigua-et-Barbuda	0	0	25	25	150	0	0	150
Barbade	0	0	0	0	0	0	20	20
Bolivie	6 230	0	146	6 376	6 297	0	8	6 306
Brésil	12 459	0	0	12 459	9 672	0	0	9 672
Chili	1 332	0	0	1 332	- 35	0	0	- 35
Colombie	2 614	0	0	2 614	5 864	0	0	5 864
Costa Rica	368	- 9	100	469	1 302	18	159	1 479
Cuba	12 478	0	0	12 478	5 360	338	- 15	5 683
Dominique	250	0	25	275	210	0	0	210
République dominicaine	282	0	0	282	332	0	0	332
Equateur	8 443	0	197	8 639	3 431	246	123	3 800
El Salvador	12 328	- 3	144	12 469	15 580	0	130	15 709
Grenade	246	0	39	285	416	0	0	416

1993				1994				1995			
Dvpt	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dvpt	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dvpt	Secours	Extra- budgétaire	Total
335	0	81	416	1 501	151	0	1 652	256	171	2	429
7 578	8 375	1 028	16 981	4 790	13 020	608	18 417	3 638	18 914	1 043	23 595
0	5 918	0	5 918	0	46 325	7 432	53 758	0	24 334	1 414	25 747
2 390	5 286	1 366	9 042	4 856	864	249	5 968	853	11 950	2 251	15 054
0	5 210	0	5 210	0	4 409	0	4 409	0	- 1 438	0	- 1 438
0	0	18 840	18 840	0	0	13 068	13 068	0	0	- 690	- 690
154 748	577 202	160 931	892 880	84 140	609 607	144 882	838 626	118 238	422 786	75 160	616 183
20 448	3 053	1 503	25 004	45 747	21 230	21	66 999	33 550	7 073	115	40 738
2 234	0	191	2 425	1 015	0	5	1 020	1 463	0	16	1 480
0	0	20 094	20 094	0	0	10 031	10 031	0	14 463	13 276	27 738
23 782	0	0	23 782	24 746	0	109	24 855	21 183	0	31	21 214
25 705	0	576	26 281	28 014	0	271	28 284	21 739	0	1 416	23 155
2 807	758	- 3	3 562	5 239	461	- 97	5 603	1 110	59	1	1 169
0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 936	122	2 058
0	926	0	926	0	1 758	1 404	3 162	0	- 38	1 664	1 626
0	1 791	- 208	1 583	0	82	618	700	0	- 7	- 11	- 18
0	0	0	0	0	0	1 386	1 386	0	0	1 252	1 252
640	9 462	- 132	9 970	1 048	6 416	264	7 728	2 038	4 640	1 587	8 264
2 548	9 613	873	13 035	4 112	29 822	1 295	35 229	3 135	- 2 323	2 437	3 249
38	747	0	785	302	706	0	1 008	721	897	6	1 624
0	- 1	0	- 1	0	0	0	0	0	0	0	0
1 191	2 103	6	3 301	3 294	2 318	2	5 614	1 280	3 502	6	4 788
0	0	4 969	4 969	0	0	1 487	1 487	0	0	- 129	- 129
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15 357	149	385	15 891	13 115	554	1 377	15 046	11 368	242	1 160	12 789
94 750	28 601	28 254	151 607	126 632	63 347	18 173	208 152	97 587	30 444	22 949	150 977
38	0	0	38	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	- 1	- 1	0	0	0	0	0	0	0	0
10 256	0	367	10 622	1 724	0	400	2 124	6 333	0	432	6 766
9 208	0	1	9 208	7 150	0	0	7 150	1 377	0	0	1 377
- 1	0	0	- 1	- 2	0	0	- 2	0	0	0	0
1 348	0	0	1 348	4 938	0	11	4 949	2 775	0	7	2 783
1 015	0	0	1 015	1 081	0	- 2	1 079	1 518	0	0	1 518
7 420	1 795	85	9 300	2 341	69	1 162	3 571	5 609	0	141	5 750
223	0	0	223	0	0	0	0	1 294	0	0	1 294
206	0	38	244	523	0	0	523	1 224	0	182	1 406
115	733	- 14	835	213	0	250	464	4 054	0	294	4 348
5 657	- 9	183	5 831	1 321	0	- 5	1 316	7 559	0	225	7 783
270	0	0	270	0	0	0	0	0	0	0	0

Suite



TABLEAU 2: VENTILATION DES DEPENSES DU PAM¹ PAR PAYS, REGION ET CATEGORIE D'AIDE, 1991-95 (en milliers de dollars)

	1991				1992			
	Développement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Développement	Secours	Extra- budgétaire	Total
AMERIQUE LATINE ET CARAIBES (suite)								
Guatemala	15 488	0	77	15 564	2 320	0	43	2 363
Guyana	701	0	0	701	519	0	- 14	505
Haiti	477	0	152	629	3 060	226	- 7	3 279
Honduras	5 022	440	20	5 482	3 204	- 31	2 653	5 826
Jamaïque	3 240	0	103	3 343	1 628	0	- 1	1 627
Mexique	4 175	1 078	0	5 253	2 191	2 105	44	4 340
Nicaragua	6 460	577	94	7 130	8 209	- 12	499	8 695
Panama	422	0	0	422	1 139	0	208	1 346
Paraguay	2 191	0	50	2 241	1 801	0	7	1 808
Pérou	8 185	0	10 116	18 300	6 901	1 432	429	8 762
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	32	32	393	0	10	402
Sainte Lucie	0	0	0	0	3	0	0	3
Saint-Vincent-et-Grenadines	0	0	30	30	549	0	- 1	548
Total région	103 391	2 083	11 350	116 820	80 496	4 322	4 295	89 110
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT								
Afghanistan	0	6 724	116	6 840	0	20 124	4 448	24 572
Algérie	1	3 665	524	4 190	0	6 478	- 99	6 380
Egypte	13 479	0	253	13 732	12 372	0	0	12 372
Gaza/Rive occidentale	771	0	44	815	86	0	154	240
Iran	0	26 687	2 583	29 270	0	11 198	26	11 223
Iraq	0	30 527	35	30 562	0	19 176	6 983	26 159
Jordanie	5 500	6 806	3 871	16 177	4 072	158	179	4 409
Liban	3 476	299	710	4 485	2 174	- 1	- 18	2 154
Maroc	16 937	0	50	16 987	22 871	0	229	23 100
République arabe syrienne	13 361	0	90	13 451	10 762	0	0	10 762
Tunisie	3 398	5	0	3 402	2 605	0	0	2 605
Turquie	1 083	345	0	1 427	1 423	2 106	0	3 529
Yémen	15 059	0	79	15 139	8 832	411	188	9 430
Total région	73 065	75 058	8 355	156 477	65 197	59 650	12 090	136 936
EUROPE ET REPUBLIQUES DE L'EX-URSS								
Arménie	0	0	0	0	0	0	0	0
Azerbaïdjan	0	0	0	0	0	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	0	0	0	0	0
Géorgie	0	0	0	0	0	0	0	0
Kirghizistan	0	0	0	0	0	0	0	0
Moldova	0	0	0	0	0	0	0	0
Fédération de Russie	0	0	0	0	0	0	0	0
Tadjikistan	0	0	0	0	0	0	0	0
Ancienne Yougoslavie	0	0	0	0	0	18 459	210	18 669
Non spécifié	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	18 459	210	18 669
TOTAL GENERAL	487 751	586 325	252 658	1 326 734	469 746	868 092	234 069	1 571 907

¹ A l'exclusion des frais administratifs, de soutien aux programmes et autres dépenses non liées aux opérations. Sont également exclues les dépenses d'opérations telles que les primes d'assurance et les coûts d'entreposage qui ne peuvent être divisés par projet/opération. De 1991 à 1995, ces frais se sont montés respectivement à 105,1, 114,0, 108,5, 107,1 et 95,0 millions de dollars. Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.



1993				1994				1995			
Dvpt	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dvpt	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dvpt	Secours	Extra- budgétaire	Total
7 379	0	0	7 379	5 033	0	141	5 173	6 903	0	49	6 952
1 108	0	82	1 190	1 306	0	108	1 414	2 350	0	14	2 364
1 451	2 006	218	3 676	1 709	231	106	2 046	3 309	970	291	4 570
3 736	0	632	4 368	5 579	0	20	5 599	7 204	7	270	7 480
5 124	0	- 26	5 098	1 307	0	0	1 307	7 394	0	179	7 573
7 635	2 205	19	9 858	6 238	1 959	246	8 443	6 305	783	33	7 121
2 887	12	31	2 931	6 710	-6	864	7 568	6 749	0	157	6 907
719	0	- 21	697	- 35	0	1	- 34	817	0	0	817
3 842	0	0	3 842	163	0	0	163	478	0	0	478
10 155	191	975	11 321	6 101	0	15	6 117	10 993	- 2	321	11 312
153	0	0	153	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	557	0	0	557
315	0	0	315	0	0	0	0	0	0	0	0
80 259	6 933	2 569	89 760	53 400	2 253	3 317	58 970	84 802	1 758	2 595	89 156
0	33 602	5 930	39 532	0	19 450	5 142	24 593	0	25 620	5 331	30 951
0	4 822	346	5 168	0	7 036	23	7 059	0	4 820	398	5 218
10 468	0	- 7	10 461	14 004	0	0	14 004	7 430	0	78	7 508
5	0	282	287	2 124	0	934	3 059	910	179	661	1 750
0	12 388	0	12 388	0	2 945	0	2 945	0	4 100	0	4 100
0	21 974	4 656	26 631	0	14 031	659	14 690	0	23 776	2 781	26 557
4 529	47	- 73	4 503	3 668	5	2	3 675	5 435	0	15	5 451
1 874	0	10	1 885	1 124	0	0	1 124	2 179	0	0	2 179
23 199	0	- 50	23 149	8 916	0	23	8 939	1 983	0	18	2 002
14 146	182	0	14 328	13 791	278	1	14 070	13 744	- 34	0	13 711
3 693	1	28	3 722	3 658	- 6	0	3 652	3 873	0	0	3 873
960	71	0	1 031	70	283	0	353	439	- 1	0	438
9 761	951	- 28	10 684	- 51	2 175	102	2 226	4 223	1 198	14	5 434
68 635	74 038	11 094	153 769	47 304	46 197	6 886	100 389	40 216	59 658	9 296	109 172
0	797	47	844	0	6 879	454	7 333	0	4 112	883	4 995
0	1 083	128	1 210	0	8 100	463	8 563	0	4 747	193	4 940
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	152	152
0	281	694	975	0	5 685	1 872	7 557	0	6 090	348	6 438
0	0	0	0	0	1 783	52	1 835	0	- 7	6	- 1
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 283	2 283
0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 454	127	2 581
0	2 903	331	3 235	0	5 908	138	6 046	0	9 947	387	10 333
0	173 980	13 292	187 271	0	123 743	27 266	151 009	0	71 939	20 860	92 799
0	0	0	0	0	0	4 244	4 244	0	0	6 408	6 408
0	179 044	14 492	193 535	0	152 098	34 489	186 587	0	99 282	31 647	130 928
398 391	865 820	217 342	1 481 553	311 474	873 501	207 745	1 392 720	340 844	613 924	141 644	1 096 412





TABEAU 3: VENTILATION DES DEPENSES DU PAM¹ POUR L'ENSEMBLE DES BENEFICIAIRES ET PAR HABITANT, EN FONCTION DES CATEGORIES DE PAYS ET DES REGIONS, 1991-95

	1 991		1 992		1 993		1 994		1 995	
	Dépenses (en milliers de dollars)	% du total par habitant	Dépenses (en milliers de dollars)	% du total par habitant	Dépenses (en milliers de dollars)	% du total par habitant	Dépenses (en milliers de dollars)	% du total par habitant	Dépenses (en milliers de dollars)	% du total par habitant
ENSEMBLE DES BENEFICIAIRES										
Total	1 074 076	100 0,29	1 337 838	100 0,36	1 264 211	100 0,33	1 184 975	100 0,31	964 768	100 0,24
PAR GROUPE DE REVENUS (PNB par habitant)²										
500 dollars ou moins	667 121	62 0,25	888 555	66 0,32	750 228	59 0,27	720 812	61 0,43	562 431	59 0,34
501-1 500 dollars	311 440	29 0,54	353 137	26 0,62	259 827	21 0,46	278 463	24 0,16	242 400	25 0,14
1 501-2 500 dollars	44 743	4 0,26	36 038	3 0,22	31 309	3 0,28	29 406	3 0,12	33 644	4
plus de 2 500 dollars	50 772	5 0,19	60 108	5	222 847	18 0,66	156 294	13 0,55	116 293	12 0,27
PAR CATEGORIE DE PAYS³										
Pays les moins avancés	573 569	53 1,24	740 521	55 1,55	634 011	50 1,29	620 170	52 1,25	605 705	63 1,19
Pays enclavés	163 307	14 1,02	330 518	25 2,12	283 223	20 1,87	230 770	20 1,41	280 706	29 1,94
Pays à faible revenu et à déficit alimentaire	326 686	86 0,30	1 148 098	86 0,36	960 215	76 0,30	966 423	82 0,29	778 708	82 0,24
PAR REGION/GROUPE DE PAYS										
Afrique subsaharienne	576 299	64 1,46	830 104	62 2,07	731 960	58 1,80	693 744	59 1,66	541 024	57 1,34
Asie méridionale et orientale	244 179	23 0,08	279 612	21 0,11	143 351	10 0,05	189 981	16 0,07	128 029	13 0,05
A l'exclusion de la Chine et de l'Inde	177 114	17 0,31	207 614	16 0,35	73 664	6 0,12	137 221	12 0,22	85 107	9 0,13
Amérique latine et Caraïbes	105 474	10 0,27	84 817	6 0,23	87 184	7 0,23	55 652	5 0,14	86 559	9 0,22
Afrique du Nord et Moyen-Orient	138 124	14 0,56	124 846	9 0,41	142 674	11 0,45	93 500	8 0,29	98 675	11 0,31
Europe et Républiques de l'ex-URSS ⁴			18 459	1 1,74	179 043	14 5,43	152 097	13 4,00	99 281	10 0,55

1 A l'exclusion des dépenses extra-budgétaires (non programmables). Sont également exclues les dépenses d'opérations telles que les primes d'assurance et les coûts d'entreposage qui ne peuvent être divisés par projet/opération. De 1991 à 1995, ces frais se sont montés à 357,8, 348,1, 325,8, 314,8 et 236,2 millions de dollars respectivement.

2 Les données sur la population et le PNB par habitant proviennent de la Banque mondiale. Pour 1995, on a utilisé les chiffres sur la population et le PNB par habitant de 1994.

3 Classement réel pour chaque année.

4 Secours uniquement.





**TABEAU 4: VENTILATION DE L'ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS ET ANNONCES DE CONTRIBUTION POUR
L'EXERCICE 1995-96, PAR DONATEUR**
(au 31 décembre 1995, en milliers de dollars)

Donateur	Programme ordinaire	CII 95	CII 96	IPR 95	IPR 96	RAIU 95	RAIU 96	ANA 95	OUS 95	Autres ¹	Total
Andorre	2,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,3
Argentine	4 000,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 000,0
Australie	79 609,0	451,1	-	-	-	1 077,0	-	12,4	1 736,3	10 805,0	93 690,9
Autriche	3 750,0	-	-	-	-	-	-	-	7,0	5 888,7	9 645,7
Bangladesh	2 125,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 125,0
Belgique	1 817,7	-	-	-	-	-	-	-	-	9 504,2	11 321,9
Brésil	300,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	300,0
Canada	70 938,5	2 222,2	-	9 800,0	1 820,0	-	-	571,4	348,5	26 290,3	111 990,9
Cap-Vert	5,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,0
Chine	2 200,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 200,0
Colombie	155,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	155,0
Costa Rica	9,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9,3
Cuba	1 750,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 750,0
Chypre	6,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,6
CCE	80 590,2	-	-	37 936,0	-	78 348,7	-	-	3 081,3	20 860,9	220 817,1
Danemark	41 775,2	52,3	-	3 046,3	-	6 718,7	-	-	535,6	148,7	52 276,8
DAH	-	-	-	-	-	2 651,2	-	-	6,7	-	2 657,9
Egypte	400,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	400,0
Finlande	7 301,5	-	-	4 290,7	-	2 143,6	-	-	1 872,4	86,4	15 694,5
France	2 743,9	-	-	10 486,1	-	2 601,9	-	-	-	1 380,5	17 212,4
Allemagne	64 796,2	-	-	25 265,6	-	40 089,9	-	-	210,9	710,9	131 073,4
Ghana	5,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,0
Grèce	300,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	300,0

Suite



**TABLEAU 4: VENTILATION DE L'ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS ET ANNONCES DE CONTRIBUTION POUR
L'EXERCICE 1995-96, PAR DONATEUR**
(au 31 décembre 1995, en milliers de dollars)

Donateur	Programme ordinaire	CII 95	CII 96	IPR 95	IPR 96	RAIU 95	RAIU 96	ANA 95	OUS 95	Autres ¹	Total
Hongrie	67,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	67,7
Islande	7,8	-	-	-	-	2,8	-	-	-	-	10,6
CICR	-	-	-	-	-	192,0	-	-	-	-	192,0
Inde	1 920,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 920,0
Individuelles	-	-	-	-	-	-	-	9,2	-	-	9,2
Indonésie	200,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	200,0
Irlande	1 092,0	-	-	-	-	1 368,7	-	-	157,2	-	2 617,9
Italie	2 192,8	-	-	-	-	926,0	-	-	597,2	8 729,6	12 445,6
Japon	16 000,0	1 000,0	-	22 088,8	-	6 475,0	-	1 000,0	7 155,2	51 804,0	105 523,0
Jordanie	42,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42,0
Laos	1,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,0
Luxembourg	-	-	-	200,4	-	100,2	-	158,4	360,1	95,6	819,1
Madagascar	0,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,7
Malaisie	3,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,9
Malte	7,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,5
Pays-Bas	59 385,2	3 238,3	3 100,0	12 092,2	8 100,0	35 475,6	4 250,0	2 389,0	15 256,6	1 189,7	144 476,6
Nouvelle- Zélande	233,3	1,8	-	-	-	63,2	-	-	-	-	298,3
ONG	-	-	-	-	-	-	-	104,0	-	487,3	591,3
Norvège	29 877,2	822,0	-	2 347,4	2 000,0	3 988,2	-	1 567,5	1 455,0	310,0	42 367,3
Pakistan	645,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	645,2
Panama	1,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,0

Suite



TABLEAU 4: VENTILATION DE L'ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS ET ANNONCES DE CONTRIBUTION POUR L'EXERCICE 1995-96, PAR DONATEUR

(au 31 décembre 1995, en milliers de dollars)

Donateur	Programme ordinaire	CII 95	CII 96	IPR 95	IPR 96	RAIU 95	RAIU 96	ANA 95	OUS 95	Autres ¹	Total
Philippines	33,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33,2
Portugal	50,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50,0
Rép. de Corée	540,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	540,0
Rép. de Slovaquie	6,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,0
Arabie saoudite	7 500,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 500,0
Espagne	1 233,0	-	-	-	-	1 470,0	-	-	-	11,6	2 714,6
Sri Lanka	227,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	227,3
Swaziland	2,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,4
Suède	20 857,1	6 500,0	3 500,0	9 111,2	3 100,0	3 802,7	900,0	3 914,1	2 929,8	331,6	54 946,5
Suisse	11 658,0	871,0	-	9 039,4	-	7 022,4	-	17,5	5 383,4	-	33 991,8
Royaume-Uni	5 918,7	1 033,8	-	6 315,8	-	22 758,8	-	-	6 215,3	5 450,0	47 692,2
Instit. des NU	-	-	-	-	-	69,6	-	33,0	-	734,2	836,8
Etats-Unis	126 544,0	3 000,0	-	87 364,2	75 742,0	323 219,0	-	-	26 372,2	107,0	642 348,4
Venezuela	10,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10,6
Viet Nam	18,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18,0
Yémen	8,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,7
Total	650 864,5	19 192,6	6 600,0	229 584,1	98 742,0	542 385,0	5 150,0	9 776,5	73 680,7	144 926,2	1 780 901,5

¹ Dans cette colonne, sont incluses les contributions au programme d'administrateurs auxiliaires pour l'exercice 1995-96 et les contributions bilatérales en faveur de projets/opérations pour 1995 seulement.



TABLEAU 5: CLASSEMENT DES PRINCIPAUX DONATEURS PAR TYPE DE CONTRIBUTION OU ANNONCE DE CONTRIBUTION POUR L'EXERCICE 1995-96
(au 31 décembre 1995, en milliers de dollars)

Classement	Total ¹		Contributions ordinaires & CAA		CII		IPR	
	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur
1	Etats-Unis	642 348,4	Etats-Unis	126 544,0	Suède	10 000,0	Etats-Unis	163 106,2
2	CCE	220 817,1	CCE	80 590,2	Pays-Bas	6 338,3	CCE	37 936,0
3	Pays-Bas	144 476,6	Australie	79 609,0	Etats-Unis	3 000,0	Allemagne	25 265,6
4	Allemagne	131 073,4	Canada	70 938,5	Canada	2 222,2	Japon	22 088,8
5	Canada	111 990,9	Allemagne	64 796,2	Royaume-Uni	1 033,0	Pays-Bas	20 192,2
6	Australie	93 690,9	Pays-Bas	59 385,2	Japon	1 000,0	Suède	12 211,2
7	Japon	105 523,0	Danemark	41 775,2			France	10 486,1
8	Suède	54 946,5	Norvège	29 877,2			Canada	9 800,0
9	Danemark	52 276,8	Suède	20 857,1			Suisse	9 039,4
10	Royaume-Uni	47 692,2	Japon	16 000,0			Royaume-Uni	6 315,7
11	Norvège	42 367,3	Suisse	11 658,0			Norvège	4 347,4
12	Suisse	33 991,8	Arabie saoudite	7 500,0			Finlande	4 290,7
13	France	17 212,4	Finlande	7 301,5			Danemark	3 046,3
14	Finlande	15 694,5	Royaume-Uni	5 918,7				
15	Italie	12 445,6	Argentine	4 000,0				
16	Belgique	11 321,9	Autriche	3 750,0				
17	Autriche	9 645,7	France	2 743,9				
18	Arabie saoudite	7 500,0	Chine	2 200,0				
19	Argentine	4 000,0	Italie	2 192,8				
20	Espagne	2 714,6	Bangladesh	2 125,0				
21	DAH	2 657,9	Inde	1 920,0				
22	Irlande	2 617,9	Belgique	1 817,7				
23	Chine	2 200,0	Cuba	1 750,0				
24	Bangladesh	2 125,0	Espagne	1 233,0				
25	Inde	1 920,0	Irlande	1 092,0				
26	Cuba	1 750,0						

¹ Figurent individuellement tous les donateurs ayant annoncé ou versé des contributions supérieures à un million de dollars pour l'exercice biennal 1995-96.

² Dans cette colonne sont incluses les contributions au programme d'administrateurs auxiliaires et les contributions bilatérales en faveur de projets/opérations bénéficiant de l'aide du PAM (catégorie "multi-bilatérale") pour 1995 seulement.



--

RAIU		Articles non alimentaires		Urgences spéciales		Autres ¹	
Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur
Etats-Unis	323 219,0	Suède	3 914,1	Etats-Unis	26 372,2	Japon	51 804,0
CCE	78 348,7	Pays-Bas	2 389,0	Pays-Bas	15 256,6	Canada	26 290,3
Allemagne	40 089,9	Norvège	1 567,5	Japon	7 155,2	CEE	20 860,9
Pays-Bas	39 725,6	Japon	1 000,0	Royaume- Uni	6 215,3	Australie	10 805,0
Royaume-Uni	22 758,8			Suisse	5 383,4	Belgique	9 504,2
Suisse	7 022,4			CCE	3 081,3	Italie	8 729,6
Danemark	6 718,7			Suède	2 929,8	Autriche	5 888,7
Japon	6 475,0			Finlande	1 872,4	Royaume-Uni	5 450,0
Suède	4 702,0			Australie	1 736,3	France	1 380,5
Norvège	3 988,2			Norvège	1 455,0	Pays-Bas	1 189,7
DAH	2 651,2						
France	2 601,9						
Finlande	2 143,6						
Canada	1 820,0						
Espagne	1 470,0						
Irlande	1 368,7						
Australie	1 077,0						





TABLEAU 6: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE MONDIALE, 1991-95
--

	1991	1992	1993	1994	1995 ¹
1. Livraisons totales d'aide alimentaire (en millions de tonnes - céréales en équivalent grains)					
Céréales	13,2	15,2	16,9	12,6	9,5
Produits non céréaliers	1,2	1,8	1,8	1,9	1,1
2. Achats d'aide alimentaire dans les pays en développement (en pourcentage du total)	8,5	9,5	9,7	11,6	16,2
3. Livraisons d'aide alimentaire, par filière (en pourcentage du total)					
Bilatérales	63	60	65	52	50
Multilatérales (le PAM représentant plus de 95%)	23	22	22	27	30
ONG	14	18	13	21	20
4. Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie (en pourcentage du total)					
Aide-programme	50	50	60	44	40
Secours	27	33	25	34	34
Aide-projet	23	17	15	22	26
5. Livraisons d'aide alimentaire, par région (en pourcentage du total)					
Afrique subsaharienne	31	40	29	34	33
Asie du Sud et de l'Est	23	18	12	20	24
Europe orientale et Républiques de l'ex-URSS	8	20	41	28	26
Amérique latine et Caraïbes	15	12	12	11	10
Afrique du Nord et Moyen-Orient	23	10	6	7	7
6. Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie de pays à statut spécial (en pourcentage du total)					
Livraisons aux pays en développement	93	87	68	86	93
Livraisons aux pays à faible revenu et à déficit alimentaire	84	80	62	78	80
Livraisons aux pays les moins avancés	43	44	29	45	43
7. Livraisons totales d'aide céréalière, exprimées en pourcentage de:					
Production mondiale de céréales	0,6	0,7	0,8	0,6	0,4
Importations mondiales de céréales ²	6,4	6,2	7,1	5,6	4,2
8. Livraisons d'aide céréalière aux PFRDA, exprimées en pourcentage de:					
Production céréalière des PFRDA	1,2	1,3	1,1	1,0	0,8
Importations céréalières des PFRDA ²	18	15	13	14	9

¹ Chiffres provisoires.

² Les statistiques sur les importations se rapportent aux campagnes juillet/juin qui se terminent l'année indiquée, hormis le riz pour lequel les chiffres se rapportent à l'année civile.

Source: PAM (INTERFAIS), mars 1996 et FAO, *Perspectives de l'alimentation*, novembre-décembre 1995.

